

La filière avicole dominée par l'informel

Page 2

Sidi Bel Abbès

Neuf blessés suite à l'effondrement
du plancher d'une habitation

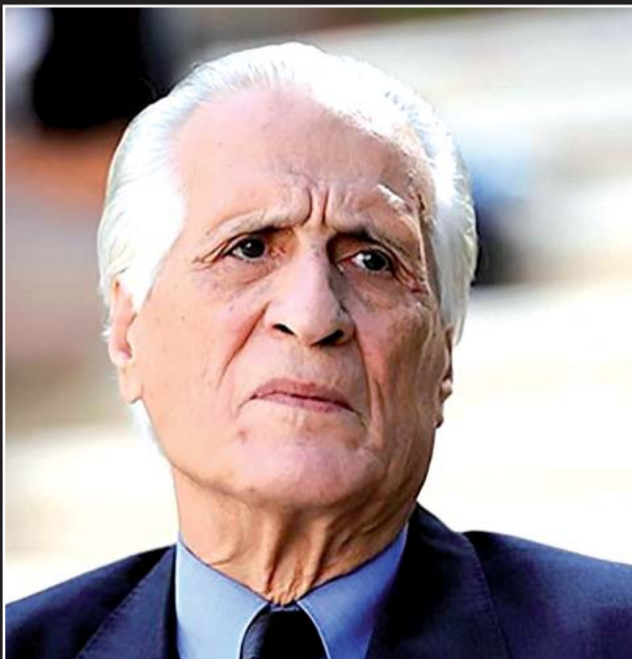
Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdennour et Rachid Benyeles s'adressent à l'ANP

Pour un report de l'élection présidentielle



On attendait la réaction de Ahmed Taleb Ibrahim, pressenti pour gérer la période de transition, et c'est finalement un triumvirat qui a réagi à la situation actuelle du pays. Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdennour et Rachid Benyeles ont appelé, via une déclaration, l'état-major de l'ANP, à ouvrir un dialogue « franc » et « honnête » avec les représentants du « hirak », tout en exprimant leur refus des élections du 4 juillet, « rejetées » par le peuple.

Page 3



Lutte contre la corruption Comment restaurer la confiance ?



Par Saâd Taferka

Le mouvement populaire, le « hirak », en cours depuis le 22 février dernier, a permis de libérer, ne serait-ce que psychologiquement, en anéantissant le mur de la peur, de larges franges de la société, des institutions publiques frappées jusqu'ici par une sorte d'ankylose et de grave repli, des organes des médias publics et, enfin, des acteurs politiques, associatifs et syndicaux. Néanmoins, l'institution la plus touchée par les changements est sans conteste celle de la justice. Cela n'est guère surprenant lorsqu'on considère la place que prend la justice dans l'éventail des revendications populaires exprimées dans la rue et dans des débats organisés par les étudiants et les différents activistes du « hirak ». Elle occupe une place de choix, d'autant plus qu'elle est associée à un besoin pressant de mettre fin à la corruption et au pillage des richesses nationales auxquels se sont livrés, des années durant, des responsables politiques et administratifs et des opérateurs économiques. Cela s'est passé à l'ombre d'une embellie financière qui aura duré une quinzaine d'années, avant que la crise des recettes pétrolières ne surgisse à partir de l'été 2014. L'embellie financière avait permis de mettre en œuvre des programmes de développement (infrastructures et équipements) et de mobiliser des transferts sociaux historiques, destinés au logement, à la santé, au soutien des prix à la consommation, etc. Et si des ouvrages hydrauliques, des routes, des chemins de fer, des logements et d'autres réalisations ont été engrangés et mis à la disposition des citoyens, cela n'a pas empêché qu'un système de corruption soit organisé, faisant que les réalisations en question étaient, soit grevées par des insuffisances techniques, parfois graves, soit amputées sur le plan quantitatif. Souvent, les deux handicaps (qualitatif et quantitatif) s'associent pour aboutir à des ouvrages médiocres, incomplets ou non fonctionnels. A l'ombre des plans quinquennaux, où les importations algériennes avaient dépassé 55 milliards de dollars par an - auxquels il faut ajouter les services, les études et les expertises qui coûtaient jusqu'à 12 milliards de dollars/an -, se furent constituées des fortunes colossales douteuses.

Pages 4 et 5

Equipe nationale

Belmadi fixé sur sa liste

Page 18



Une opération de recensement sera lancée

La filière avicole dominée par l'informel

Représentant 70% du nombre global des exploitations agricoles existantes, l'informel mine l'activité avicole. Pour régulariser cette situation, le ministère de l'Agriculture compte lancer une opération de recensement des exploitations avicoles informelles, prédominants la filière.



Par Karima Nacer

La grande majorité, les exploitations avicoles informelles sont estimées à 38 600 fermes implantées à travers le pays. Pour mettre un peu d'ordre dans cette filière, le ministère de l'Agriculture va intervenir en lançant comme premier pas le recensement des exploitations informelles. Au cours de ce recensement, les services du ministère délivreront aux exploitants informels une fiche d'identification en perspective de les accompagner dans leur transition vers le secteur formel pour la traçabilité des produits avicoles, explique la chargée du dossier avicole auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Mme Leïla Toumi.

Même s'ils ne disposent pas d'agrément, dira-t-elle, ces éleveurs sont, dans leur quasi totalité, «des professionnels et contribuent largement à la production nationale de viande blanche, qui

dépasse 5 millions de quintaux et près de 6,5 milliards d'œufs destinés à la consommation». L'activité de ces éleveurs permet également de générer des postes d'emploi, «sachant que le secteur compte quelque 500 000 postes environ» à l'échelle nationale, a-t-elle ajouté.

Cependant, il est considéré, selon l'ex-directeur des services vétérinaires au ministère, le Dr Nadjib Tekfa, que «le problème du marché parallèle de la volaille est à dissocier de l'aspect sanitaire, à proprement parler, car tous les élevages de volaille, qu'ils soient clandestins ou non, sont suivis par des vétérinaires».

Le Dr Tekfa qui est également membre du Conseil interprofessionnel de la filière avicole (Cnifa), qui indique que «ces exploitations informelles ne sont cachées, car nous les voyons le long des routes». Du reste, justifie-t-il, leur statut sanitaire est «exactement le même que les élevages agréés qui sont souvent leurs voisins de

proximité».

Quant aux raisons qui poussent ces aviculteurs à la «clandestinité», le Dr Tekfa invoque, notamment l'environnement économique «rigide», précisant que la création du Cnifa permet de soulever toutes les contraintes et d'apporter les solutions adéquates à la régularisation de ces professionnels.

Par ailleurs, d'autres programmes sont en phase de discussion entre l'interprofession des avicoles et l'administration pour lever toutes les contraintes fiscales et administratives qui peuvent entraver le développement de la filière. «L'objectif est d'optimiser la production avicole, aussi bien en quantité, qu'en qualité. Mais l'intérêt c'est qu'elle soit aussi rentable pour le consommateur que pour l'éleveur», souligne-t-il.

Interrogé sur l'abattage clandestin et ses risques sanitaires, il considère qu'il s'agit d'une «pratique rare en Algérie», par contre, le pays compte quelque 800 tueries,

qui fournissent environ 80% de la viande blanche commercialisée sur le marché national.

Selon lui, ces tueries, comme celle de Magtaâ Kheira, dans la wilaya de Blida, qui sont sous surveillance vétérinaire, «ne présentent aucun risque sanitaire sauf sur le plan du respect des règles de préservation de l'environnement (jet de déchets au bord des routes, dans les oueds et les forêts)».

Pour leur proximité des localités rurales, ces abattoirs permettent «l'approvisionnement des boucheries en viande fraîche et souvent un peu moins cher que dans les grandes villes».

Cependant, le même responsable recommande la construction d'abattoirs modernes, qui répondent aux normes internationales. «Notre pays gagnerait beaucoup à encourager le développement d'abattoirs modernes et d'entreprises de traitement des déchets d'abattoirs». **K.N.**

Au 1^{er} trimestre de l'année

Les recettes douanières en hausse

Par Rachid Chihab

L'économie algérienne continue d'enregistrer des performances en 2019. Après la hausse des de la valeur des exportations, le tour vient aux recettes douanières de connaître une croissance au début de l'année en cours. En effet, les recettes douanières de l'Algérie se sont établies à 267,33 milliards (mds) de dinars durant le 1^{er} trimestre 2019, contre 251,02 mds dinars à la même période de l'année précédente, en hausse de 6,5%, indique l'APS, en citant la direction générale des douanes (DGD).

Cette amélioration des recettes douanières s'explique, selon la même source, par l'accroissement de la valeur des importations exprimées en dinar algérien, alors que la valeur de ces importations libellées en devise (dollar) a connu une légère baisse de (-0,83%) par rapport à la même période de comparaison, engendrée par l'appréciation de la cotation dollar/dinar. En effet, les importations ont totalisé 1.323,35 mds de dinars (11,15 milliards usd) durant les trois premiers mois de l'année 2019, contre 1 283,24 mds de dinars (11,25 mds usd) durant le 1^{er} trimestre de 2018, soit une évolution de (+3,12%) de la valeur en dinars des importations. Les recettes perçues par les Douanes ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 229,17 mds de dinars, contre 218,15 mds dinars, en hausse de plus de 5% durant la période de comparaison. Les recettes affectées au budget de l'Etat ont représenté une part de 85,72% de l'ensemble des recouvrements des Douanes durant le 1^{er} trimestre 2019.

La part des recettes allouées à la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (Cgsl) est de près de 23,25 mds dinars, contre près de 21,92 mds dinars, en augmentation de 6,05% durant la même période de comparaison.

Selon la DGD, les recettes destinées à la Caisse nationale des retraites (CNR) se sont établies à 13,22 mds de dinars, contre 9,43 mds de dinars, en hausse également de près de 40,2%. Quant aux recettes destinées aux Comptes d'affectation spéciales (CAS), elles se sont établies à près de 1,42 md de dinars, contre 1,12 md de dinars, enregistrant, ainsi une augmentation de 26,08%. Durant le 1^{er} trimestre 2019, les recettes affectées aux communes ont totalisé 286 millions de dinars, contre 394 millions de dinars, en baisse de plus de 27,5% par rapport à la même période en 2018.

Notons qu'en 2018, les recettes douanières ont atteint 1 026,28 mds de dinars, contre 1 005,81 mds de dinars en 2017, en hausse (+2,03%). Près de 86% du total de ces recouvrements ont servi à alimenter le budget de l'Etat à hauteur de 882,13 mds DA. **R.C.**

La consommation de volaille en hausse de 10% par an en Algérie

La consommation de la volaille en Algérie a enregistré une augmentation permanente au cours des 20 dernières années, estimée à 10% chaque année, contre 2 à 3% au niveau mondial, a indiqué à l'APS, un membre du Conseil interprofessionnel de la filière avicole (Cnifa), le Dr Nadjib Tekfa.

«En l'année 2000, avec 30 millions d'habitants, nous avons consommé environ 10 kg de viande blanche par habitant annuellement. Aujourd'hui avec une population de 42 millions, nous en sommes à 20kg/habitant», a expliqué le Dr Tekfa, en estimant que cette tendance haussière devrait se poursuivre du fait de la croissance de la population.

Soulignant le rôle incontournable de la filière avicole dans la sécurité alimentaire du pays, cet ancien directeur des services vétérinaires au ministère de l'Agriculture, a avancé que la volaille restait le seul modèle à croissance rapide pour satisfaire la demande nationale en protéine animale, étant donné que les surfaces agricoles et les ressources en eau sont limitées.

«Il faut 1,7 kg d'aliment pour faire un 1kg de viande blanche, contre 8 kg d'aliment pour faire un 1kg de viande rouge», a-t-il fait valoir.

A l'échelle internationale, les généticiens ont pu développer grâce aux nouvelles technologies (génomique, numérisation), un poulet plus résistant aux maladies pour diminuer l'usage d'antibiotique. La ten-

dance actuelle est zéro antibiotique dès que possible, a-t-il fait observer.

En Algérie l'élevage avicole «s'est amélioré au fil du temps», a affirmé le Dr Tekfa, expliquant qu'à la naissance de l'aviculture moderne nationale vers 1980, l'aliment destiné au poulet de chair contenait un antibiotique pour accélérer la croissance de l'animal.

«Mais la législation européenne s'est améliorée avec le temps en bannissant les antibiotiques facteurs de croissance et la législation algérienne a suivi en interdisant les antibiotiques dans l'aliment des volailles», a-t-il fait savoir.

Il a, cependant, admis que la disparition du monopole de l'Etat sur le médicament vétérinaire, à compter de 1998, avait mené à une «utilisa-

tion abusive» des antibiotiques du fait de «la manipulation des firmes pharmaceutique étrangères».

Cette période a vu la naissance de plusieurs sociétés d'importation de vaccins et de produits vétérinaires, a-t-il rappelé.

Pour s'imposer auprès de leurs fournisseurs, qui sont les multinationales du médicament, ces sociétés importatrices devaient prouver leur poids sur le marché en faisant le plus gros chiffre d'affaires possible.

«C'est ainsi que ces multinationales ont diffusé et vulgarisé des programmes de vaccination et de traitements où l'usage des antibiotiques était scandaleux», a-t-il dénoncé, regrettant le fait qu'elles aient réussi à faire admettre, aussi bien aux vétérinaires, qu'aux éleveurs qu'il était indispensable de

donner aux animaux des antibiotiques, à titre préventif, ce qui était en réalité contre le bon sens scientifique et médical.

Cette «phase de manipulation» au cours de laquelle l'esprit commercial a totalement dominé la médecine vétérinaire a perduré pendant 20 ans, a-t-il relevé.

«Mais actuellement, les choses ont évolué positivement grâce au niveau de maturité et d'expérience des éleveurs, la maîtrise des techniques d'élevage, les investissements dans des infrastructures modernes. Aussi, l'usage des antibiotiques ne se fait qu'à titre curatif», a-t-il assuré. **Riad D.**

ÉVÈNEMENT

Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdenour et Rachid Benyeles s'adressent à l'ANP

Pour un report de l'élection présidentielle

On attendait la réaction de Ahmed Taleb Ibrahim, pressenti pour gérer la période de transition, et c'est finalement un triumvirat qui a réagi à la situation actuelle du pays. Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdenour et Rachid Benyelles ont appelé, via une déclaration, l'état major de l'ANP, à ouvrir un dialogue « franc » et « honnête » avec les représentants du « hirak », tout en exprimant leur refus des élections du 4 juillet, « rejetées » par le peuple.



Par S. A. Mohamed

Dans un document rendu public hier, les trois personnalités demandent « instamment au commandement de l'ANP de nouer un dialogue franc et honnête avec des figures représentatives du mouvement citoyen (hirak), des partis et des forces politiques et sociales qui le soutiennent afin de trouver au plus vite, une solution politique consensuelle en mesure de répondre aux aspirations populaires légitimes qui s'expriment quotidiennement depuis bientôt trois mois ». Pour ces trois personnalités, le passage vers une deuxième République est une urgence, comme l'est la période de transition qui ne saurait s'accommoder avec l'agenda tracé par Bensalah. « Porteuse de graves dangers dans une situation régionale tendue, la situation de blocage

à laquelle nous assistons par le maintien de la date du 4 juillet ne pourra que retarder l'avènement inéluctable d'une nouvelle République », écrivent-ils avant de s'interroger : « Comment peut-on imaginer des élections libres et honnêtes alors qu'elles sont, d'ores et déjà, rejetées par l'immense majorité de la population parce qu'organisées par des institutions encore aux mains des forces disqualifiées, opposées à tout changement salutaire ? » Ce triumvirat qui jouit d'une certaine popularité, n'a pas manqué de rappeler les « exigences » du « hirak » qui a rendu leur dignité aux Algériens avant de proposer une « courte période de transition gérée par des personnes qui n'étaient pas mêlées au régime ». « Le 22 février 2019, des millions d'Algériens, toutes classes sociales et tout âge confondu, sont sortis dans les rues de l'en-

semble des grandes villes du pays pour manifester pacifiquement, crier leur colère et refuser l'humiliation qu'un pouvoir arrogant et sûr de lui, voulait encore leur faire subir en annonçant la candidature pour un 5^{ème} mandat, d'un homme qui vit à l'état végétatif depuis cinq ans », écrivent-ils d'abord, soulignant que « par leur caractère massif et strictement pacifique, les manifestations grandioses de ces 13 dernières semaines ont forcé l'admiration du monde entier et nous ont rendu notre dignité trop longtemps bafouée, comme elles nous ont permis de recouvrer notre fierté d'appartenir à une grande nation ». « Elles auront également fortement contribué à renforcer l'unité nationale et la volonté du vivre-ensemble, quelles que soient nos différences politiques et nos sensibilités culturelles ou doctrinaires »,

estiment-ils, non sans rappeler qu'« après avoir obtenu la démission forcée du président candidat moribond, les manifestants, dont le nombre a atteint des sommets historiques, exigent maintenant l'instauration d'un Etat de droit et d'une véritable démocratie, en passant préalablement par une période de transition de courte durée, conduite par des hommes et des femmes n'ayant jamais appartenu au système profondément corrompu des 20 dernières années ». Cette période est, selon eux, « nécessaire pour mettre en place les mécanismes et dispositions permettant au peuple souverain d'exprimer librement et démocratiquement son choix à travers les urnes, un processus qui va dans le sens de l'histoire, et que rien, ni personne ne saurait arrêter ». La proposition de ces trois personnalités, aura-t-elle un écho favorable ? **S.A.M.**

Transition politique
Le FFS plaide pour le dialogue à travers une conférence souveraine

Le Front des forces socialistes (FFS) a plaidé pour un dialogue à travers « une conférence souveraine, un pacte politique, une convention nationale de suivi et de contrôle de la transition », en vue de sortir de la crise politique que traverse le pays, indique hier, un communiqué du parti à l'issue d'une session extraordinaire de son Conseil national.

Pour le FFS, « cette proposition est la solution à la crise profonde que traverse le pays qui ne se concrétisera que par l'élection d'une assemblée nationale constituante souveraine », précisant que cette assemblée « est une institution collégiale dont les membres sont les représentants du peuple librement élus ».

Le parti estime que cette initiative vise à reconstruire un Etat basé sur « la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la non-utilisation de la religion à des fins politiques, le respect de tous les pluralismes et des droits humains ».

Il a ajouté, dans le même cadre, que les membres de cette institution collégiale auront pour mission de « rédiger une constitution qui définit l'organisation et le fonctionnement des institutions », précisant que cette Constitution « sera soumise à référendum populaire et une fois élaborée, elle consacrerait la rupture définitive avec le régime en place ».

R. K.

Journée de l'étudiant

Une célébration dans un contexte de mobilisation

La célébration de la Journée nationale de l'étudiant, coïncidant avec le 63^{ème} anniversaire de la grève des étudiants et lycéens, le 19 mai 1956, intervient cette année dans un contexte marqué par la forte mobilisation des étudiants, unis autour d'un seul objectif : soutenir le mouvement populaire du 22 février.

En décidant, le 19 mai 1956, de quitter les bancs des universités et des lycées pour rejoindre les rangs de la révolution, à travers les quatre coins du pays et même à l'étranger, les étudiants algériens ont contribué sensiblement à l'internationalisation de la cause algérienne et à la libération du pays de l'occupation coloniale.

Deux ans et demi après le déclenchement de la guerre d'indépendance, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema) a lancé un appel à une grève illimitée des étudiants et lycéens. L'ordre de grève a été

suivi par la grande majorité des étudiants algériens qui ont cessé d'assister au cours et boycotté les examens de juin de la même année.

Leur sursaut a été un « tournant décisif » dans la guerre de Libération, de l'avis de nombreux historiens et moudjahidine qui témoignaient, à chaque occasion, de leur « apport crucial » à la Révolution.

Le ralliement des étudiants algériens à la guerre de Libération nationale a permis à la révolution de bénéficier de leur vision et perspicacité en matière de combat. Ils ont apporté également une plus-value à la révolution sur tous les plans, soutiennent les historiens.

Selon le défunt Redha Malek, moudjahid et ancien chef de gouvernement, entre 80 et 90% des étudiants algériens avaient rejoint, à l'époque, la lutte armée en s'organisant dans le cadre de

réseaux secrets implantés en Algérie et en Europe.

L'élite d'hier qui croyait en la liberté, en la souveraineté du peuple et au progrès est, aujourd'hui, une référence pour la nouvelle génération, déterminée et résolue à maintenir le flambeau allumé par l'effort soutenu et le sacrifice sincère.

Inspirée par la génération 1956, les étudiants d'aujourd'hui puisent dans les valeurs auxquelles ont cru leurs prédécesseurs pour poursuivre le combat en vue de réaliser le progrès et la prospérité de la société.

Depuis le début du mouvement de contestation populaire, le 22 février dernier, des milliers d'étudiants manifestent, tous les mardis, à Alger et à travers de nombreuses autres villes universitaires du pays, pour réitérer leur attachement aux revendications du mouvement populaire qui appelle à un changement radical

du système politique et le départ de toutes les anciennes figures.

Les étudiants se rassemblent autour d'un même mot d'ordre et d'une même position pour soutenir le mouvement populaire : le maintien de leur grève jusqu'à la satisfaction des revendications du peuple.

Malgré le jeûne et la chaleur, la mobilisation des étudiants n'a pas faibli. Ils continuent à sortir par milliers pour exprimer leur rejet de la présidentielle du 4 juillet et réclamer la liberté et la justice, la lutte contre la corruption, ainsi que le jugement de toutes les personnes impliquées dans des affaires de dilapidation de deniers publics.

Ce mouvement pacifique des étudiants aux côtés du peuple est l'illustration du degré de leur maturité politique, de leur haut degré de conscience et de leur sens patriotique comme ils l'ont toujours prouvé depuis la guerre

de l'indépendance.

S'inspirant du nationalisme sans faille de la génération de novembre 1954, de son abnégation héroïque, et de ses grands sacrifices dans la lutte pour l'affranchissement du joug colonialiste, la nouvelle génération d'étudiants est déterminée à poursuivre son combat, sans violence, jusqu'à la satisfaction de toutes ses revendications.

Les étudiants algériens ont, de tout temps, fait partie des forces nationales militantes pour la libération et le recouvrement de la souveraineté nationale et ont contribué, après l'indépendance à enrichir le système politique et intellectuel algérien.

La mobilisation des étudiants pour le soutien des revendications du « hirak » populaire a relégué, cette année au second plan, leurs revendications à caractère pédagogique et sécuritaire.

R. N.

Lutte contre la corruption

Comment restaurer la confiance ?

Le mouvement populaire, le «hirak», en cours depuis le 22 février dernier, a permis de libérer, ne serait-ce que psychologiquement, en anéantissant le mur de la peur, de larges franges de la société, des institutions publiques frappées jusqu'ici par une sorte d'ankylose et de grave repli, des organes des médias publics et, enfin, des acteurs politiques, associatifs et syndicaux.



Par Saâd Taferka

Néanmoins, l'institution la plus touchée par les changements est sans conteste celle de la justice. Cela n'est guère surprenant lorsqu'on considère la place que prend la justice dans l'éventail des revendications populaires exprimées dans la rue et dans des débats organisés par les étudiants et les différents activistes du «hirak». Elle occupe une place de choix, d'autant plus qu'elle est associée à un besoin pressant de mettre fin à la corruption et au pillage des richesses nationales auxquels se sont livrés, des années durant, des responsables politiques et administratifs et des opérateurs économiques. Cela s'est passé à l'ombre d'une embellie financière qui aura duré une quinzaine d'années, avant que la crise des recettes pétrolières ne surgisse à partir de l'été 2014. L'embellie financière avait permis de mettre en œuvre des programmes de développement (infrastructures et équipements) et de mobiliser des transferts sociaux historiques, destinés au logement, à la santé, au soutien des prix à la consommation, etc. Et si des ouvrages hydrauliques, des routes, des chemins de fer, des logements et d'autres réalisations ont été engrangés et mis à la disposition des citoyens, cela n'a pas empêché qu'un système de corruption soit organisé, faisant que les réalisations en question étaient, soit grevées par des insuffisances techniques, parfois graves, soit amputées sur le plan quantitatif. Souvent, les

deux handicaps (qualitatif et quantitatif) s'associent pour aboutir à des ouvrages médiocres, incomplets ou non fonctionnels.

A l'ombre des plans quinquennaux, où les importations algériennes avaient dépassé 55 milliards de dollars par an - auxquels il faut ajouter les services, les études et les expertises qui coûtaient jusqu'à 12 milliards de dollars/an -, se furent constituées des fortunes colossales douteuses. C'est le résultat des pots-de-vin accompagnant l'octroi de marchés publics, les rétro-commissions, les gains issus des surfacturations (avec transferts de capitaux à l'étranger) et d'autres procédés interlopes dans lesquels sont mis en contact les agents publics (ministres, banquiers, directeurs de wilaya, walis...) et les opérateurs privés (entreprises de réalisation de travaux ou de prestation de services, fournisseurs pour les structures de l'Etat, importateurs).

Ce qui se déroule ces derniers jours sous nos yeux - avec la convocation par la justice de plusieurs anciens responsables de l'Etat et d'opérateurs économiques - ne surprend presque personne, malgré le rythme et le nombre des citations et interpellations. C'est que, bien avant que le peuple algérien ne s'affranchisse de la camisole de la peur à l'occasion du soulèvement citoyen pacifique dressé contre le système de gouvernance, le sujet de la corruption, sous toutes ses déclinaisons, n'a jamais quitté les cercles de discussion (politiques, universitaires, associatifs...) et même les chaumières algé-

riennes, où le sentiment de la «hogra» et de la marginalisation a produit une sorte d'«anti-culture», celle d'une rébellion sociale quasi-permanente et de la hargha, immigration clandestine par la traversée périlleuse des vastitudes océaniques.

Signes extérieurs d'enrichissement illicite

Le personnel corrompu, parmi les hauts responsables ou dans la hiérarchie intermédiaire de l'administration et des opérateurs économiques, est devenu presque familier aux Algériens, bien avant que la justice ne se saisisse des dossiers de corruption. Parfois, les seuls indices de graves insuffisances techniques (à l'image de l'autoroute Est-Ouest et de certains bâtiments qui se sont écroulés comme des châteaux de cartes lors du séisme de Boumerdès), suffisent à édifier l'opinion sur les dessous des affaires ayant entouré les procédures de réception des ouvrages en question. Il est vrai que certains procédés de corruption sont plus complexes. Ils ne sont accessibles qu'aux experts douaniers (surfacturations, par exemple) ou à des spécialistes des marchés publics, comme la Cour des comptes ou l'Inspection générale des finances (lorsqu'il s'agit d'une attribution illégale de marché ou de réévaluations financières douteuses des projets). A cela s'ajoutent évidemment d'autres symptômes qui indiquent des faits de corruption, à l'image de signes extérieurs de richesses (par exemple, des habitations ou voitures somptueuses que ne peut justifier le revenu salarial ou actionnarial perçu par la personne en ques-

tion).

Pendant les années où la dépense publique - source prépondérante de la corruption - avait atteint des sommets vertigineux, nous avons suivi, sur les colonnes de ce même journal, avec un regard critique, la réalisation des projets d'infrastructures et d'équipements publics, les opérations d'importation et l'exécution des études et expertises commandées à l'étranger par l'administration algérienne. Le recoupement des informations de divers horizons (y compris celles données par l'administration, le Conseil économique et social, l'Office national des statistiques), des notes établies par des centres spécialisés, les institutions financières internationales et la Cour des comptes, nous avaient amené à mettre en relief les anomalies de vision, de programmation, de cohérence, de qualité et de quantité ayant grevé les ouvrages réalisés, les fournitures réceptionnées et les services ou études exécutées dans le cadre de la commande publique ordonnée par les différentes administrations publiques et les collectivités locales. Si le climat des libertés publiques d'alors ne permettait pas davantage d'investigation et de travail d'enquête, le suivi régulier des informations relatives aux plans quinquennaux initiés par l'ancien président de la République depuis 1999, nous avait permis de médiatiser et d'éclaircir des irrégularités telles qu'elles ont été établies par des institutions nationales (exemples révélés par la Cour des comptes, comme les réévaluations des projets, jusqu'à 3 ou 4 fois le prix initial, ou la multiplication irrégulière et douteuse des comptes d'affectation spéciale (CAS), ou

bien des distorsions liées au cadre général des projets, aux études, à l'aménagement du territoire, comme ont eu à les établir des experts et économistes algériens.

A l'occasion de l'interpellation, depuis quelques semaines, de plusieurs hauts cadres de l'Etat (anciens ministres, directeurs d'institutions publiques, opérateurs économiques privés), appelés à répondre de faits de corruption ou simplement à donner leur témoignage, il nous paraît intéressant de revenir sur ce que nous écrivions, sur ce même support, il y a cinq ans, lorsque les premiers balbutiements sur les affaires de corruption avaient commencé à atteindre les oreilles des simples citoyens. Par-delà des lectures politiquement intéressées et nonobstant les limites d'indépendance de la justice algérienne au cours des années passées, il est à relever néanmoins l'avancée de l'Algérie dans le traitement de certains affaires de corruption. Par la presse. On était, en tout cas, loin des procès-étouffoirs de l'époque du parti unique. Que toute la vérité n'ait pas été dite, que des contre-vérités aient été entendues et que des personnes aient pu échapper à la citation devant le tribunal, c'étaient des faiblesses et des pesanteurs dont tous ceux qui tenaient à l'esprit d'une justice juste souhaitaient une rapide neutralisation. Pesanteur et faiblesse sont, sans doute, des termes de faible portée, lorsqu'on considère les injonctions issues des milieux d'affaires.

L'économie prise en otage

Une chose est sûre et bien établie : l'économie du pays a lourdement souffert. Outre un enrichissement illicite des personnes, des projets d'infrastructures publiques parfois bâclés, des fonds publics dilapidés, c'est l'image même du pays qui est exposée à être gravement ternie par la poursuite de telles dérives. Image du pays signifie, non seulement la perception que se font les autres pays de l'Algérie sur le plan politique, mais encore, plus gravement, la dissuasion de l'acte d'investissement dont sont potentiellement porteurs ces partenaires étrangers et mêmes des investisseurs nationaux. C'est là une réalité qui est prise en compte, partout dans le monde. Les agences de notation ou d'assurance d'investissements à l'étranger, telle la Coface, en font un des critères de calcul de leurs assurances, à côté d'autres facteurs telles que l'insécurité ou l'instabilité politique. Le phénomène de la corruption fait partie du climat général des affaires ou de ce qu'on appelle l'environnement de l'entreprise.

Au vu de la transition économique et politique que va négocier l'Algérie dans les prochains mois - transition imposée par la conjoncture actuelle et qui pourra s'étaler sur plusieurs années - la lutte contre la corruption, sous toutes ses formes, revêt un caractère vital. La diversification économique tant chantée sur tous les toits, la moralisation de la vie publique, le renforcement des compétences managériales et la consécration des valeurs du travail sont à ce prix. ●●●

Pétrole

Le panier de l'Opep à 72,61 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est élevé, jeudi à 72,61 dollars le baril, contre 71,26 dollars la veille (mercredi), a indiqué l'Opep sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Jeudi, les cours du pétrole ont grimpé avant une réunion de suivi de l'accord de l'Opep et de ses partenaires, alors que les tensions entre l'Arabie Saoudite et l'Iran demeuraient élevées.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour

livraison en juillet a fini à 72,62 dollars à Londres, en hausse de 85 cents par rapport à la clôture de mercredi.

A New York, le baril de WTI pour le contrat de juin a pris aussi 85 cents à 62,87 dollars.

Malgré un bond des stocks de brut américains, selon des données publiées mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), les prix du brut ont grimpé jeudi pour la troisième séance consécutive, «la hausse des stocks étant éclipsée par le risque géopolitique», a expliqué un analyste. Une coalition menée par l'Arabie Saoudite a mené jeudi une série de raids aériens sur la capitale yéménite Sanaa, 48 heures après

une attaque de drones sur un oléoduc pétrolier saoudien-clé, revendiquée par les rebelles houthis mais que Riyad a directement imputée à l'Iran.

Riyad, premier exportateur de pétrole au monde, a rouvert cet oléoduc, désormais «entièrement opérationnel» selon un responsable du géant pétrolier Aramco.

Voisins et alliés du Royaume saoudien, les Emirats arabes unis avaient prôné mercredi la «désescalade» tout en blâmant le «comportement de l'Iran» pour les tensions croissantes dans le Golfe.

C'est dans ce contexte tendu que certains ministres de l'Opep et de ses partenaires se réuniront ce dimanche à Djeddah, en Arabie

Saoudite, pour un point de suivi de l'accord qui les engage depuis début 2018 à limiter leur production.

Si le ministre iranien ne sera pas présent, la question d'une éventuelle augmentation de la production devrait être à l'ordre du jour, avant une prise de décision qui devrait normalement attendre la réunion plénière de l'Opep fin juin.

«La situation va être compliquée, nous ne voyons pas comment l'Iran et le Venezuela pourraient accepter de voter en faveur d'une augmentation de la production de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis pour compenser leurs exportations restreintes par les sanctions américaines», a commenté un spécialiste.

D'après Robbie Fraser de Schneider Electric en revanche, «l'Opep pourrait vouloir poursuivre ses coupes dans la production bien que les quotas puissent être ajustés pour refléter les déclin involontaires de l'Iran et du Venezuela».

Dans son dernier rapport, l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) prévoit que l'offre globale de l'Opep en pétrole brut et liquides devrait se situer autour de 35,8 millions mbj en 2019 contre 36,3 mbj anticipés en janvier.

L'agence prévoit que l'accord de réduction de production de 2018 devrait prendre fin juste après la réunion de l'organisation en juin prochain.

Pour l'année en cours, elle table désormais sur un prix moyen du Brent à 70 dollars le baril, en hausse de 4 dollars par rapport à sa projection d'avril et 9 dollars comparé à celle de janvier.

Ces prévisions «reflètent un resserrement attendu des équilibres du marché mondial du pétrole à la mi-2019 et une augmentation des risques de perturbation de l'approvisionnement à l'échelle mondiale», commente l'EIA.

L'agence américaine souligne que le respect des réductions de production au sein de l'Opep a été plus important que ce qu'elle a prévu en janvier dernier. L'EIA table désormais sur une baisse de 1,9 million de barils/jour de la production Opep en 2019 contre 1 million de barils anticipé en janvier.

R. O.

●●●

Parce que la partie est jouée d'avance - par un pernicieux musellement procédurier -, à plusieurs reprises, des tentatives de proposer des commissions d'enquête parlementaires sur des affaires de corruption ont buté sur obstacles réglementaires insurmontables au niveau du bureau de l'APN. Mais il apparaît également que, sur le plan de l'opérationnalité et de l'efficacité, les services judiciaires sont mieux armés pour ce genre d'instruction. La Constitution a aussi prévu deux organes spécialisés de contrôle de la gestion des deniers publics, à savoir la Cour des comptes, des magistrats qui font des audits et des inspections, et l'Inspection générale des finances, constituée de cadres du ministère des Finances effectuant, eux aussi, des audits et des inspections auprès des administrations publiques, des entreprises publiques, des établissements administratifs et scientifiques ainsi que des Collectivités locales.

Les différents ministères et certaines directions générales relevant de ces mêmes ministères sont également dotés d'une instance qui s'appelle Inspection générale. Elle est censée prendre en charge, entre autres, les irrégularités liées à la passation des mar-

chés publics et à leur mode d'exécution sur le terrain (réceptions de fournitures, de prestation ou de travaux).

Curieuse «déclaration de probité»

Le Code des marchés publics, depuis la version d'octobre 2010 jusqu'à son amendement en septembre 2015, prévoit, lui aussi, des procédures et des contrôles internes à même de prévenir les actes de corruption. Cependant, le même texte est grevé parfois de flou ou de blanc juridiques que certains maîtres d'ouvrages indélicats n'hésitent pas à exploiter à des fins malveillantes destinées à favoriser un partenaire économique au détriment d'un autre. Un acte loin d'être désintéressé, puisqu'il est monnayé par le soumissionnaire ayant bénéficié du marché. Cette «transacction» a un nom : la corruption, mettant en contact et en perverse négociation, un opérateur économique (corrupteur) un agent de l'Etat (corrompu).

Belle ironie que cette «déclaration de probité» prévue par le Code des marchés publics, destinée à être renseignée et signée par...le soumissionnaire. Ce dernier y déclare «n'être pas corrompu et ne cherche pas à cor-

rompre». «Je m'engage à ne recourir à aucun acte ou manœuvre dans le but de faciliter ou de privilégier le traitement de mon offre au détriment de la concurrence loyale. M'engage à ne pas m'adonner à des actes ou à des manœuvres tendant à promouvoir d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, une rémunération ou un avantage de quelque nature que ce soit, à l'occasion de la préparation, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution d'un marché, contrat ou avenant». C'est une sorte de déclaration sur l'honneur qui vaut le pesant d'une... feuille 21x27. Incapable de vérifier, ni a priori ni a posteriori, les actes et la moralité du partenaire économique, la commission d'évaluation des offres se résigne, comme l'exige d'elle la législation à vérifier que cette déclaration de probité est bien...signée et cachetée. Et on sort quitte avec sa conscience !

L'esprit critique s'aiguise

Dans la réception des projets de travaux sur le terrain ou de fournitures acquises auprès d'un fournisseur, ce sont des agents de l'Etat qui sont mis en cause. Mais,

peu d'efforts ont été faits pour analyser la situation dans sa globalité. Les agents de l'Etat, particulièrement avant les dernières augmentations salariales, étaient largement exposés à la tentation de faire monnayer leurs signatures sur des services faits ou des factures. Socialement, ils étaient fragilisés. Réellement, ils le sont toujours, car l'inflation a dévoré les augmentations nominales de salaires, alors qu'ils sont appelés à signer parfois des factures de plusieurs milliards de centimes.

Le nombre d'élus municipaux et de maires qui sont derrière les barreaux pour des affaires de corruption devrait alerter les pouvoirs publics sur les règles de gouvernances à instaurer, aussi bien dans les Collectivités locales, que dans les administrations et les entreprises publiques.

Une chose semble avoir acquis une valeur de certitude : les Algériens sont de plus en plus critiques quant à la gestion des deniers publics. Cette attitude est renforcée par la qualité médiocre de certains services publics réalisés sur les fonds de l'Etat; elle est également soutenue par le chantage subi par les citoyens à chaque fois qu'ils sollicitent un service public. Ce service peut aller d'un simple acte d'état civil jusqu'à la sollicitation d'une assiette foncière

par un investisseur, en passant par l'aide à l'habitat rural ou à un logement social.

Immanquablement, la justice elle-même - bien qu'elle demande à être plus libre et plus indépendante - ne peut pas rester insensible au réveil par lequel la société commence à demander des comptes à ses gouvernants et à ses représentants. Il semble que, sur le plan psychologique et du processus de formation de l'esprit de citoyenneté -, moins la population jouit de la rente, moins elle est cliente de cercles politiques, plus elle devient exigeante en matière de justice sociale et de méthodes de gouvernance. Il a été démontré par l'expérience qu'une forme de «corruption passive», qui ferait des citoyens des gens mineurs et assistés, est le lit bien préparé à l'acceptation de la corruption par tout le monde. En d'autres termes, personne ne demande de comptes à personne, jusqu'à l'explosion générale, si un compromis salutaire n'arrive pas à s'instaurer. Est-ce vers ce genre de compromis que se dirige l'Algérie pour trouver une issue à la crise politique actuelle ? Une crise qui a des racines plongées dans les premières années de l'Indépendance, mais dont le nom n'est admis qu'à la faveur du soulèvement populaire de février 2019.

S. T.

Après la Lune

Le premier pas sur Mars dans les années 2030... ou 2060 ?

Le 11 décembre 2017, le président des Etats-Unis, Donald Trump, signait une directive ordonnant à la Nasa de préparer le retour d'astronautes sur la Lune, «suivi par des missions humaines vers Mars et d'autres destinations».



La date fixée diligemment par la Nasa est 2024 pour la Lune et 2033 pour Mars, mais parmi les experts et industriels du secteur spatial américain, la date de 2033 semble hautement improbable, à moins d'un effort national herculéen, de l'ampleur du programme Apollo dans les années 1960.

Voici ce qu'a dit cette semaine le patron de la Nasa, Jim Bridenstine, lors de la septième conférence : «Des humains sur Mars» à Washington : «La Lune est notre banc d'essai pour notre future mission vers Mars. C'est pour cela que nous allons sur la Lune».

Deux jours plus tard, lors d'une session au même endroit consacrée aux opérations de surface sur Mars, le responsable du laboratoire développant les futures habitations spatiales au mytique centre Johnson de Houston expliquait que le problème n'était pas technologique.

«Beaucoup de gens veulent que nous ayons un moment Apollo, qu'un président se lève comme Kennedy et emmène tout le pays derrière lui», a dit Robert Howard. «Avec cette

impulsion, nous pourrions y aller en 2027. Mais je n'y crois pas. Avec notre approche actuelle, on aura de la chance si on y arrive avant 2037».

«Et si j'étais vraiment pessimiste, je dirais les années 2060», a-t-il lâché.

- Des humains isolés -

Tout reste à concevoir, construire, tester et retester, des fusées aux véhicules en passant par la méthode pour faire pousser des salades.

Le voyage aller prendra six mois au bas mot, contre trois jours pour la Lune. La mission entière pourrait durer deux ans, car Mars ne se rapproche de la Terre que tous les 26 mois : il faut se caler sur ces fenêtres.

Il faudra concevoir des protections pour les astronautes contre les radiations solaires et cosmiques pendant une aussi longue période, a expliqué Julie Robinson, scientifique en chef pour la Station spatiale internationale (ISS).

«Un second problème concerne le système d'alimentation», a-t-elle dit : les concepts proposés jusqu'à présent «ne sont pas assez petits pour aller sur Mars».

Sans compter l'éventualité

d'une urgence médicale : les astronautes devront apprendre à gérer eux-mêmes tout accident, car les secours seront trop loin.

«Un gros sujet concerne les combinaisons spatiales», a ajouté Jennifer Heldmann, du centre de recherche Ames de la Nasa. Elle rappelle que les astronautes d'Apollo s'étaient beaucoup plaints des gants, trop gonflés et qui rendaient épuisante toute manipulation.

A Houston, la Nasa développe une nouvelle combinaison, la première depuis 40 ans, baptisée xEMU, mais elle ne sera testée dans l'ISS que dans quelques années.

Et Mars n'est pas la Lune. La poussière sera un grand problème. Les astronautes d'Apollo revenaient couverts de poussière lunaire dans leur module. La bloquer sera crucial pour ceux qui passeront des mois ou un an sur la planète rouge.

Les techniques d'exploitation des ressources du sol martien pour extraire l'eau, l'oxygène et les carburants nécessaires aux humains n'existent pas encore - ce devrait être testé sur la Lune d'ici la fin de

cette décennie.

Il y a enfin la question la plus fondamentale : comment quelques humains supporteront-ils psychologiquement d'être confinés et isolés pendant deux ans ?

Il ne sera pas possible de communiquer en temps réel avec «mission control» à Houston : les communications radio mettront entre 4 et 24 minutes entre les deux planètes, aller simple. La Nasa prévoit des exercices de communications retardés dans les prochaines années dans l'ISS.

L'intelligence artificielle devra aussi être développée pour aider et guider les astronautes, sans intervention terrestre.

Une chercheuse a étudié en détails la faisabilité d'un «amarissage» en 2033, dans un rapport pour la Nasa en février. Elle a déclaré l'objectif «infaisable».

«Ce n'est pas qu'une question de budget», a dit cette semaine l'experte, Bhavya Lal, du Science & Technology Policy Institute. «C'est une question de capacité d'organisation : combien de choses la Nasa peut-elle faire en même temps ?»

La date plus réaliste, selon elle, est 2039. **AFP**

Pour récupérer un cargo saisi par les Etats-Unis La Corée du Nord sollicite l'aide de l'ONU

La Corée du Nord a appelé les Nations unies à prendre des «mesures urgentes» pour l'aider à récupérer un cargo saisi récemment par les Etats-Unis.

Les autorités américaines ont annoncé ce mois-ci avoir saisi un cargo nord-coréen, le *Wise Honest*, accusé d'avoir violé les sanctions internationales en exportant du charbon et en important des machines. Il se trouvait bloqué depuis un an en Indonésie, son capitaine étant poursuivi par les autorités indonésiennes. En juillet, les autorités américaines avaient lancé une procédure de saisie.

Cet épisode intervient après le lancement, le 9 mai, par Pyongyang de deux missiles de courte portée, le deuxième essai militaire en moins d'une semaine.

Dans une lettre adressée vendredi au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, Kim Song, représentant permanent de Pyongyang à l'ONU, a déclaré que cette saisie était «un acte illégal et scandaleux», selon l'agence de presse officielle nord-coréenne Kcna.

Cet acte «indique clairement que les Etats-Unis sont effectivement un pays gangster qui ne se soucie absolument pas des lois internationales», affirme cette lettre.

Le représentant de la Corée du Nord à l'ONU appelle M. Guterres à «prendre des mesures urgentes afin de contribuer à la stabilité de la péninsule coréenne et de prouver l'impartialité de l'ONU».

Cette semaine, le ministère nord-coréen des Affaires étrangères a affirmé que cette saisie était contraire à l'esprit d'une déclaration commune signée par le président américain (Donald Trump) et le n°1 Nord-Coréen (Kim Kim Jong Un) lors de leur premier sommet, en juin 2018 à Singapour.

La reprise par Pyongyang d'essais balistiques est une première depuis un an et demi et la spectaculaire détente sur la péninsule coréenne marquée par l'amorce de négociations avec les Etats-Unis sur les programmes nucléaires et balistique du Nord.

Mais ces négociations sont dans l'impasse depuis l'échec en février du second sommet entre le président Trump et le dirigeant nord-coréen à Hanoi.

Les deux dirigeants n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les concessions que Pyongyang devrait faire en échange de la levée des sanctions internationales.

La Corée du Nord est sous le coup de nombreuses sanctions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU pour la contraindre à renoncer à ses programmes balistiques et nucléaires.

K. N.

Chine

La consommation d'électricité en hausse de 5,8% en avril

La consommation d'électricité de la Chine, baromètre-clé de l'activité économique, a augmenté de 5,8% sur un an en avril, selon des données officielles. L'utilisation totale d'électricité a atteint 553,4 milliards de kWh le mois dernier, d'après l'Administration nationale de l'énergie.

L'utilisation d'électricité par le secteur secondaire a augmenté de 4%, contre une progression de 10,5% dans le tertiaire.

La consommation d'électricité au cours des quatre premiers mois a totalisé 2 230 milliards de kWh, en hausse de 5,6% sur un an.

S. T.

Brésil

La Banque centrale injectera du dollar pour remonter la valeur du réal

La Banque centrale du Brésil a annoncé, vendredi soir, qu'elle injectera près de 3,75 milliards de dollars américains sur les marchés financiers pour limiter la décade du réal face au billet vert.

Le réal, la devise en vigueur au Brésil, a atteint, vendredi à la clôture, le taux de change le plus bas de l'année en s'échangeant à 4,10 unités le billet vert.

Le précédent record remontait au 13 septembre 2018 lorsque le dollar était coté à 4,197 réals à la clôture.

Le dollar a progressé de plus de 1% au cours de la journée pour atteindre 4,1033 réals, portant ses gains hebdomadaires à

environ 3,5%.

Il s'agit de la plus forte hausse hebdomadaire depuis août et l'une des plus importantes depuis la sortie de récession du Brésil fin 2016.

Selon une enquête menée par Austin Rating, le Réal est la troisième devise ayant subi la plus forte décade hebdomadaire face au dollar, derrière le Kwacha zambien (8%) et le bolivar du Venezuela (3,7%).

La hausse du dollar a pour toile de fond l'incertitude des investisseurs face à l'adoption de la réforme des retraites, considérée comme fondamentale pour le règlement des comptes publics.

En outre, le regain des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine contribue lourdement à la volatilité des changes.

L'ambiance du marché a également reflété la détérioration des prévisions de l'économie brésilienne cette année, qui seront inférieures à 2%.

La nouvelle prévision de croissance sera plus proche du consensus de marché, désormais inférieur à 1,5% selon la dernière enquête hebdomadaire de la banque centrale auprès d'une centaine d'institutions financières.

H. L.

Zones humides

Chott Gadaïne se revitalise, relançant l'espoir d'une classification

La zone humide Chott Gadaïne (nord-ouest de Batna) a repris vie depuis cet hiver d'une manière jugée remarquable, accueillant notamment une population de flamants roses passée de 1 100 en janvier à plus de 6 000 individus recensés à la mi-mai courant, relançant l'espoir de sa classification, ont attesté des cadres de la Conservation des forêts à l'occasion d'une sortie consacrée à cette zone dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs.



oiseaux», a souligné, pour sa part, Redouane, cadre de la Conservation des forêts.

La zone est un site remarquablement idéal pour l'alimentation, le repos et la nidification des oiseaux d'eau migrateurs, relève Khaled Ataout de l'Agence nationale pour la conservation de la nature (ANN) qui note, que plusieurs espèces dont le canard grèbe à cou noir et l'échasse blanche nidifient en ce moment à Gadaïne.

Le site de Gadaïne revêt aussi une importance culturelle du fait de sa situation au milieu d'une zone d'une grande richesse historique et archéologique avec la proximité du célèbre mausolée royale numide d'Imedghassene qui s'élève depuis plus de 23 siècles dans la commune proche de Boumia et les tombeaux «indigènes» signalés aux environs de Zana au pied du djebel Merzkène entre Chott Gadaïne et Chott Saboun par les deux archéologues, Stéphane Gsell et Henri Graillet qui ont aussi révélé des inscriptions libyques à Sériana.

Successivement numides, romaines, byzantines et islamiques, des ruines de deux anciennes cités se trouvent aux abords de cette zone humide. La première est Diana Veteranorum (Zana, actuellement) qui fut la plus forte cité de toute la contrée lors de l'expédition du conquérant musulman Sidi Okba et ne fut détruite qu'à l'an 935 à la suite de sa rébellion contre la dynastie fatimide. La seconde est Lamiggiga qui est le lointain noyau de l'actuelle ville de Sériana.

R. G.

«C'est la première fois en 10 ans que l'on observe autant de flamants roses peuplant les marécages de ce chott jusqu'au mois de mai», signalent d'anciens cadres de la Conservation des forêts.

Cette reprise de vitalité est également attestée par la richesse faunistique observée au termes du dénombrement hivernal d'oiseaux d'eau avec 23 espèces avifaunes dont 13 protégées avec un total de 3 296 individus dont la sarcelle marbrée (68 oiseaux) et la tadorne de belon (271), souligne Walid Beladehane, chef du service de protection de la flore et de la

faune à la Conservation des forêts.

«L'ibis falcinelle, espèce migratrice d'Europe de l'Est très rare en Algérie, a été observé et photographié depuis quelques jours par un cadre du district de la daïra de Seriana de la Conservation des forêts dans cette zone humide où cette dense présence et diversité d'oiseaux migrateurs représente un bio-indicateur de santé», assure le même cadre.

Gadaïne, site idéal pour la nidification des oiseaux d'eau migrateurs

Chott Gadaïne est de l'Ouest à l'Est une suite de marécages aux eaux saumâtres qui communiquent entre elles et vont s'écouler par l'étroit canal de l'oued Saboun dans le Chott Tinslit (dans la wilaya de Oum El Bouaghi) qui est classé Ramsar depuis 2012.

Cette étendue d'eau couvre, avec ses abords, près de 2 600 ha, chevauchant les deux communes de Lazro et Aïn Yagout. Elle est alimentée essentiellement par les eaux de pluie et les écoulements des deux oueds de Zana et El Madher, expliquent les techniciens de la Conservation des forêts.

Cette luxuriance de la vie a relancé chez les cadres de la

Conservation des forêts et autres défenseurs de la nature l'idée d'une classification Ramsar de la zone.

Pour Beldehane, le processus de classification requiert plusieurs critères dont le premier est un suivi de protection de cette zone d'accueil des oiseaux migrateurs à assurer avec le concours des autorités locales.

«Une classification dans le cadre de la convention internationale Ramsar assurera une protection effective de cette importante étendue d'eau incluant éventuellement l'installation de postes de vigie et une clôture par endroit pour y limiter l'accès et valoriser son importance comme site de protection des

Tizi Ouzou

L'implication des citoyens contre les feux de forêts est impérative

La participation des citoyens dans la prévention des feux de forêts est impérative pour réduire les départs de feux au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou, a indiqué, jeudi le chef de service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts, Mohamed Skandraoui.

Présentant le plan de lutte contre les feux de forêts, en cours de finalisation, Skandraoui a observé, que selon une étude des incendies enregistrés dans la wilaya de Tizi Ouzou durant la dernière décennie, il a été relevé que beaucoup de départs de feux ont eu lieu sur des terrains privés qui souffraient d'insuffisance de travaux de prévention.

«En 2017, année marquée par un

nombre important d'incendies, une moyenne de 88,8% de feux enregistrés ont eu lieu à partir de terrain de nature juridique privé», a-t-il cité en exemple, avant d'ajouter que «cela est essentiellement dû au manque et à l'insuffisance des travaux préventifs réalisés sur ces espaces par leurs propriétaires».

Il a annoncé, à ce propos, que la Conservation des forêts compte lancer incessamment une caravane de sensibilisation appelé «caravane verte».

Cette caravane qui sera lancée le 21 mai et qui se poursuivra jusqu'au 9 juin prochain sillonnera les différentes localités de la wilaya, en commençant par celles qui sont à haut risque d'incendie. «Ces communes sont une trentaine qui

présenteraient des risques élevés, très élevés, voire exceptionnellement élevés d'incendie. Il s'agit, notamment de celles situées dans la région nord, soit la bande littorale jusqu'au nord-est, et la zone sud/sud-ouest de la wilaya, a précisé M. Skandraoui.

Le plan 2019 anti-feux de forêts, prévoit la mobilisation de sept postes de vigie pour détecter les premiers départs de feux et donner l'alerte, neuf brigades mobiles dotées de camions légers de lutte contre les feux équipés de citernes d'une autonomie de 600 litres d'eau et auxquels s'ajoutent deux autres unités du parc national du Djurdjura, 45 points d'eau du secteur des forêts et 81 autres du secteur de l'hydraulique, un réseau de pistes de

850 km et un réseau de tranchées pare-feu de 721 ha. Il est aussi prévu le recrutement de 72 ouvriers occasionnels, a-t-il indiqué.

Ce plan de prévention et de lutte contre les feux de forêts a été présenté jeudi au wali lors d'un conseil de wilaya. Lors de cette réunion, le wali Mahmoud Djamaâ a donné des instructions pour intensifier la campagne de sensibilisation en direction des populations et aussi de veiller à ce que les permanences soient assurées de jour comme de nuit durant toute la campagne de prévention des feux de forêts qui s'étale du 1^{er} juin au 31 octobre, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Bilal L.

Tindouf

Ouverture prochaine du premier centre de contrôle technique de véhicules

Le premier centre de contrôle technique de véhicule dans la wilaya de Tindouf ouvrira bientôt ses portes, a-t-on appris jeudi auprès du guichet unique décentralisé de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

Le projet, d'un coût de 400 millions DA, est réalisé à 90% après exécution par son promoteur de l'ensemble des réserves formulées par la commission chargée du suivi des centres de contrôle technique des véhicules, a indiqué le directeur du guichet unique décentralisé, Khaled Bouâm.

S'étendant sur une superficie d'un (1) hectare, y compris le parc et l'aile administrative dont les travaux ont été finalisés, ce centre, l'unique à travers toute la wilaya, installera tout prochainement les équipements techniques nécessaires pour sa mise en exploitation avant la fin de la période estivale, a-t-il précisé.

Le promoteur de ce projet, qui assure le contrôle technique des véhicules légers et lourds, a pris en charge la formation d'un groupe de jeunes au niveau de l'école nationale de contrôle technique, pour les

besoins d'exploitation de ce centre qui épargnera à l'avenir les déplacements à la wilaya voisine de Bechar, sur 1.600 km en aller et retour, afin d'effectuer ce type de contrôle, selon M. Bouâm.

Le centre en question bénéficiera durant deux années d'un suivi de la part de la société algéro-française qui installera les équipements et assurera leur maintenance, permettant au gestionnaire de la structure de bénéficier de l'expérience et d'offrir une prestation à la hauteur des attentes des automobilistes, a-t-il ajouté.

Il a bénéficié d'une assiette foncière de la part de la wilaya, dans la perspective à la fois de l'encouragement de l'investissement et de la création d'un centre de contrôle technique de véhicule qui faisait défaut dans cette wilaya.

R. A.



Constantine Installation de 46 nouveaux postes MSAN

Une opération d'installation de 46 nouveaux équipements MSAN (Multi services access node) à travers les régions non desservies encore à Constantine a été lancée récemment, a-t-on appris jeudi, des responsables locaux d'Algérie télécom.

Ces équipements ont été retenus pour les quartiers de la partie Est de la ville de Constantine, Sidi Mabrouk et Daksi notamment, certaines unités de voisinages (UV) de la ville Ali Mendjeli et des cités de la commune d'El Khroub, a fait savoir la même source, qui a mis l'accent sur l'importance de cette technologie dans l'amélioration du service d'Algérie télécom.

Les appareils nécessaires pour l'installation de cette technologie moderne ont «déjà été délivrés», a souligné la même source, précisant que cette opération s'inscrit dans le cadre du plan d'action de cet opérateur public au titre de l'exercice 2019.

Le basculement vers cette technologie portant remplacement du réseau cuivre par la fibre optique «aura un impact certain» dans la lutte contre le phénomène du vol des câbles en cuivre, a-t-on encore mettant l'accent sur l'importance de cette nouvelle technologie dans l'amélioration de la qualité des interventions de rétablissement des éventuelles coupures signalées.

Les 46 nouveaux postes MSAN qui seront incessamment installés viendront s'ajouter à plus de 60 équipements similaires déjà opérationnels à travers les différentes communes de la wilaya de Constantine, selon les responsables locaux d'Algérie télécom.

La même source a relevé que 42 sites à Constantine sur les 44 prévus ont bénéficié de la toute nouvelle technologie FTTX (Fiber to the home) offrant un débit internet jusqu'à 100 mégabit/s pour le résidentiel et une qualité de service «nettement meilleure».

Cette technologie de pointe qui utilise la fibre optique e bout en bout, depuis les infrastructures de l'opérateur AT jusqu'au modem du client, a été installée dans les nouveaux pôles urbains intégrés, a-t-on conclu.

L. B.

Khenchela Distribution de logements à Bouhmama en juillet prochain

Un total de 200 logements publics locatifs (LPL) sera distribué à ses bénéficiaires au mois de juillet prochain dans la commune de Bouhmama (Khenchela), a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.

«Des instructions ont été données aux responsables de l'Office de promotion et de la gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de Khenchela pour veiller au parachèvement des travaux d'aménagement extérieur du projet de 200 LPL réalisé dans la commune de Bouhmama, en vue de le livrer le 5 juillet prochain à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse», a expliqué la même source.

«La résiliation du contrat de l'entreprise chargée de la réalisation de ce projet, en raison du non-respect des termes du cahier de charges a occasionné un retard dans le parachèvement et la distribution de ses logements à leurs bénéficiaires», a souligné la même source, notant qu'une nouvelle entreprise a été désignée pour le parachèvement des travaux restants. Les propriétaires de ces logements seront «au cours des prochains jours» convoqués pour assister à l'opération de tirage au sort qui précède la démarche du retrait des ordres de versements et le paiement des redevances des contrats des logements.

Lors de la dernière réunion avec les

directeurs exécutifs, le wali de Khenchela, Kamel Nouicer, avait instruit les directeurs de l'habitat et de l'OPGI à l'effet de procéder «à la résiliation de contrats d'entreprises incapables d'achever leurs projets de logements et de les remplacer par d'autres compétentes». Les services de la wilaya de Khenchela s'efforcent à rattraper le retard enregistré dans la réalisation des projets d'habitat en vue de livrer «avant la fin de l'année en cours» un quota de près de 5.000 logements publics locatifs, dont 2.660 unités réalisées par l'OPGI et 2.000 autres par l'entreprise Cosider à la nouvelle extension urbaine du chef lieu de wilaya.

L. M.

Oran Lancement de la campagne de lutte contre les constructions illicites

Une large campagne a été lancée cette semaine à Oran pour lutter contre les constructions illicites édifiées sur des espaces boisés dans le cadre d'une initiative menée en collaboration avec la conservation des forêts et la daïra d'Oran a-t-on appris jeudi de la conservation. Dans ce cadre, une opération au niveau de la forêt des Planteurs relevant du secteur urbain de Sidi El Houari a vu la démolition de huit constructions illicites.

D'autres constructions anarchiques ont été démolies au niveau de la forêt de Koka relevant de la délégation urbaine de

Bouamama dans la commune d'Oran, en présence du chef de daïra d'Oran, du conservateur des forêts et avec l'accompagnement sécuritaire de la gendarmerie et de la sûreté nationales. La démolition a nécessité l'utilisation de bulldozers et la mobilisation des travailleurs de la commune pour raser 7 constructions en cours et 23 fondations à la forêt de Koka et 3 autres constructions et 19 fondations au lieu-dit «Rocher».

La conservation des forêts de la wilaya d'Oran a indiqué que cette campagne se poursuivra dans d'autres espaces boisés du domaine public en application des ins-

tructions du wali pour mettre un terme à la prolifération de bidonvilles. Il a été procédé, depuis le début d'année en cours au niveau du secteur urbain de Bouamama, à la démolition de 170 constructions illicites achevées et autres en cours et la suspension de toute construction sur du foncier agricole et à la forêt de Koka.

A noter que 200 arbres ont été coupés dernièrement dans cette forêt et la conservation a été sommée par le wali de renforcer les patrouilles de contrôle pour lutter contre ce phénomène.

R. O.

M'sila Raccordement de 1.550 foyers au réseau de gaz naturel

Au total, 1.550 foyers de la commune d'Aïn Erriche relevant de la daïra d'Aïn El Melh (M'sila) ont été raccordés jeudi au réseau de gaz naturel, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre des projets financés par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales concernant le raccordement au réseau de gaz naturel de la localité d'Aïn Sidi Mohamed et le village agricole, ainsi que la région d'Aïn Erriche, pour un investissement financier de l'ordre de plus de 225 millions de dinars, a-t-on expliqué. Ce réseau, réalisé

essentiellement avec des canalisations en acier et en polyéthylène de différents diamètres, s'étend sur une distance de 36.500 km linaires, a-t-on précisé de même source, notant que le nombre des foyers raccordés à ce réseau a atteint 1.550 foyers sur un total de 1.800 ciblés. Lancé en travaux vers la fin du mois de septembre dernier, ce projet de raccordement au réseau de gaz naturel, confié à un promoteur local, a été réalisé dans un délai de près de 7 mois, a fait savoir la source.

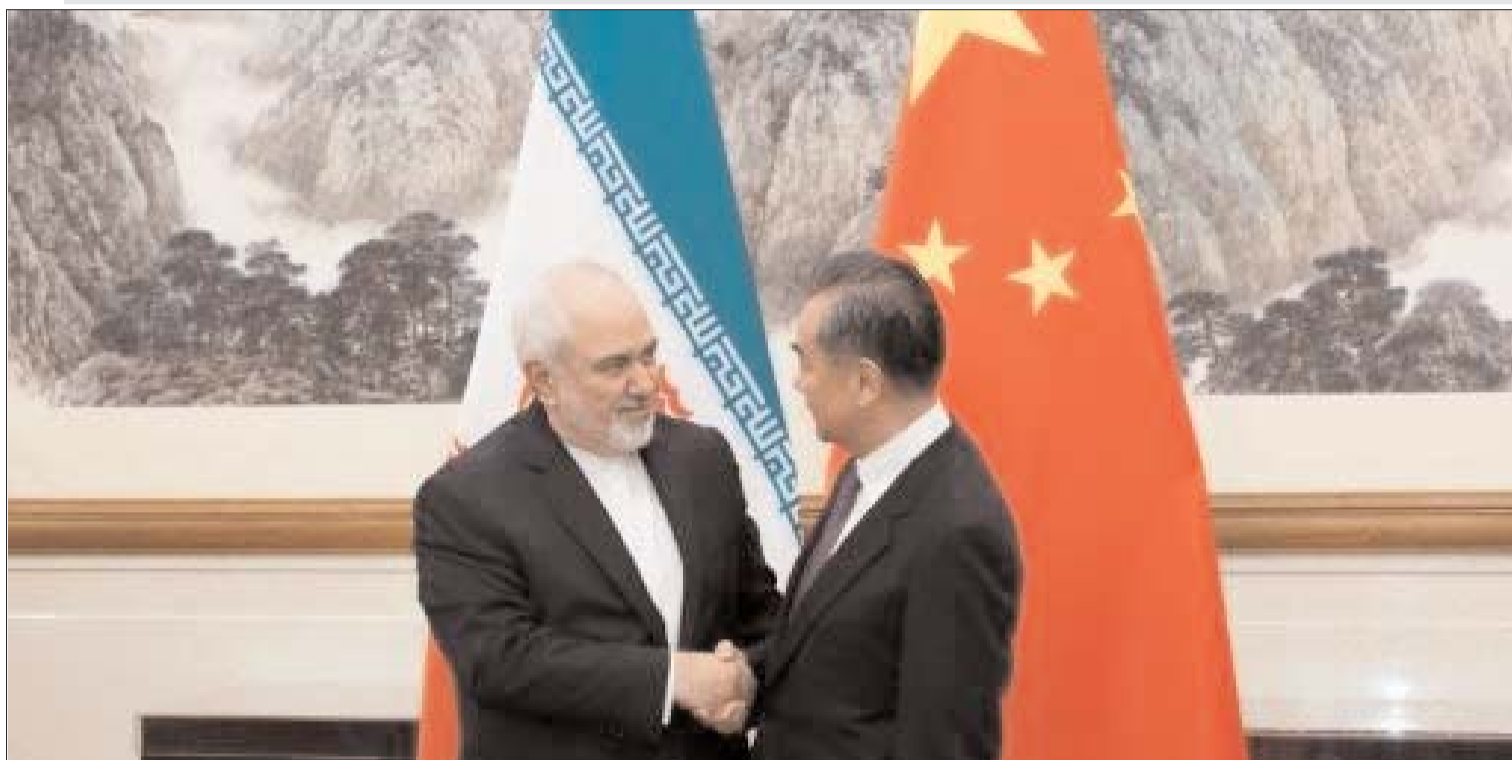
K. B.

CONFLITS ▶▶

A Pékin

L'Iran réclame «des actes» pour sauver l'accord nucléaire

L'Iran a appelé, vendredi, Pékin et Moscou à «des actes concrets» pour sauver l'accord sur le nucléaire, s'alarmant de la situation «très dangereuse» dans le Golfe en raison des tensions avec les Etats-Unis.



La visite à Pékin de Mohammad Javad Zarif intervient après des passages, durant la semaine écoulée au Turkménistan, en Inde et au Japon. L'Iran espère pouvoir continuer de vendre son pétrole à ses principaux clients, notamment la Chine, et n'a pas caché son intention d'user de moyens détournés pour le faire.

Le président iranien, Hassan Rohani, a prévu le 8 mai que Téhéran pourrait cesser d'appliquer les restrictions auxquelles il a consenties et reprendre un enrichissement d'uranium plus élevé si les négociations avec Européens, Russes et Chinois ne donnent pas les résultats escomptés. **AFP**

«Grande marche du retour»
Quatre Palestiniens dont un enfant blessés par des tirs israéliens à Kafr Qadoum

Quatre Palestiniens dont un enfant ont été blessés vendredi à Kafr Qadoum par des balles en caoutchouc tirées par les forces d'occupation israélienne lors de leur participation à la marche pacifique hebdomadaire organisée dans le cadre de la «Grande marche du retour», a rapporté l'agence palestinienne de presse, Wafa. Selon le coordinateur de la résistance populaire à Kafr Qadoum, Murad Ishtaiwi, cité par Wafa, deux blessés ont été traités sur place, et les deux autres ont été transférés vers l'hôpital.

Un enfant qui comptait parmi les blessés, a été touché au niveau de la poitrine par des balles en caoutchouc lors de cette marche qui coïncidait avec la commémoration du 71^{ème} anniversaire de la Nakba. M. Ishtaiwi a fait savoir que les soldats de l'occupation ont réprimé la marche, et ont intensivement lancé des balles en caoutchouc ciblant les manifestants. Lors de cette manifestation organisée tous les vendredis contre la colonisation, les Palestiniens exigent l'ouverture de la route menant vers le village, fermée depuis plus de 15 ans. Vendredi dernier, des dizaines de Palestiniens ont été asphyxiés par du gaz lacrymogène dans la même localité, avait dénoncé M. Ishtaiwi, et un adolescent de 15 ans a été blessé au dos par une balle en caoutchouc. **L. M.**

«L'Iran et la Chine doivent réfléchir ensemble et travailler ensemble afin de préserver un ordre mondial multilatéral et éviter un ordre mondial unilatéral», a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, en rencontrant à Pékin son homologue chinois Wang Yi.

La Chine est alliée de Téhéran face à Washington et l'un des principaux importateurs de pétrole iranien.

La visite du diplomate iranien intervient en pleine crise entre l'Iran et les Etats-Unis. Le Pentagone a annoncé l'envoi au Moyen-Orient d'un navire de guerre et d'une batterie de missiles Patriot, s'ajoutant au déploiement d'un porte-avions face à des menaces d'attaques «imminentes» attribuées aux forces iraniennes.

Dans ce contexte tendu, quatre navires, dont deux pétroliers saou-

diens et un cargo émirati, ont été endommagés le 12 mai par de mystérieux «actes de sabotage» au large du port de Fujairah aux Emirats arabes unis. Ce qui a conduit vendredi les assureurs maritimes du Lloyd's of London à annoncer qu'ils élevaient le risque associé au transport maritime dans le Golfe.

A son arrivée à Pékin, M. Zarif a indiqué qu'il évoquerait avec son homologue chinois «les liens bilatéraux et les problèmes très dangereux qui se posent aujourd'hui dans notre région», selon une vidéo diffusée par le ministère iranien des Affaires étrangères.

Le diplomate avait opposé jeudi une fin de non recevoir à la proposition de dialogue de Donald Trump, soulignant l'escalade «inacceptable» provoquée par le président américain.

A la «pression maximale» lancée par les Etats-Unis à coups de

sanctions économiques depuis leur retrait, il y a un an, de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, M. Zarif a vanté la «retenue maximale» de son pays.

Il a appelé ces dernières semaines la communauté internationale à préserver le texte, qui prévoyait un allègement progressif des sanctions en échange de restrictions au programme nucléaire de l'Iran.

- **Surtout des déclarations** -

Avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, la Chine est l'un des partenaires de Téhéran encore parties à cet accord.

«Jusqu'à présent, la communauté internationale a surtout fait des déclarations, plutôt que d'agir», a cependant estimé, vendredi, Mohammad Javad Zarif.

«Si la communauté internationale et les autres pays membres de l'accord, ainsi que nos amis comme la Chine et la Russie,

veulent maintenir cette réalisation, ils doivent s'assurer par des actes concrets que les Iraniens profitent des bénéfices» du texte, a-t-il ajouté. M. Zarif avait déclaré la semaine dernière que seuls Pékin et Moscou avaient véritablement aidé Téhéran à maintenir à flots l'accord sur le nucléaire.

Fin avril, la Chine avait «fait part de sa ferme opposition à la mise en oeuvre de sanctions unilatérales par les Etats-Unis», susceptibles de viser ses achats de pétrole iranien.

Le président américain Donald Trump avait annoncé quelques jours plus tôt avoir décidé de mettre fin, à compter du 2 mai, aux dérogations qui permettaient encore à huit marchés (Chine, Inde, Turquie, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Italie et Grèce) d'importer du brut iranien sans s'exposer aux sanctions extraterritoriales américaines contre l'Iran.

Syrie

La Turquie accuse Damas de violer l'accord de cessez-le-feu à Idlib

Le ministre turc de la Défense a reproché vendredi à l'armée syrienne de violer l'accord de cessez-le-feu conclu avec la Russie pour la province d'Idlib, où se trouvent les dernières positions rebelles.

La Russie apporte un soutien militaire décisif aux forces fidèles à Bachar al Assad, alors que la Turquie a pris le parti de groupes rebelles, mais Ankara et Moscou se sont entendus en septembre pour éviter un assaut en règle dans cette zone du nord-ouest du pays où vivent plus de trois millions de civils.

L'armée syrienne et l'aviation russe ont toutefois lancé une offensive dans la région fin avril en accusant les rebelles de ne pas respecter l'accord de Sotchi.

«Le régime ne tient pas ses promesses de cessez-le-feu et viole l'accord», écrit le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, dans un communiqué publié sur Internet, ajoutant qu'une surenchère militaire pourrait conduire à une tragédie humanitaire.

«L'accord de Sotchi exige un cessez-le-feu et c'est ce que nous voulons des Russes. Les réunions se poursuivent actuellement à

Ankara», ajoute-t-il. Son ministère avait auparavant annoncé qu'un groupe de travail russo-turc s'était réuni jeudi et vendredi dans la capitale pour évoquer la situation dans la province d'Idlib.

L'accord de Sotchi prévoyait la création d'une zone démilitarisée dans le Sud de la province d'Idlib et le départ des djihadistes qui s'y trouvent, mais Moscou estime qu'il n'a pas été respecté et Vladimir Poutine a promis en février de les écraser.

180 000 DEPLACES

A New York, les Nations unies ont annoncé que 18 centres médicaux du nord-ouest de la Syrie avaient été bombardés au cours des trois dernières semaines, ce qui a donné lieu à une passe d'armes diplomatique au Conseil de sécurité.

«Puisque nous savons que la Russie et la Syrie sont les seuls pays à utiliser des avions dans la région, la responsabilité incombe-t-elle aux forces aériennes russes et syriennes ?», s'est interrogée Karen Pierce, ambassadrice britannique à l'ONU. Son homologue américain, Jonathan Cohen, s'est montré plus affirmatif et

a jugé «extrêmement alarmant» que plusieurs des centres bombardés figurent sur une liste dressée par la Russie et les Nations unies pour les protéger. L'ambassadeur russe, Vassili Nebenzia, a, quant à lui, assuré que les forces russes et syriennes ne s'en prenaient pas à des cibles civiles et a mis en doute les assertions de l'ONU.

«Nous rejetons catégoriquement les accusations de violation du droit international humanitaire. Notre objectif, ce sont les terroristes», a-t-il ajouté. «Certaines de ces attaques sont clairement organisées par des personnes ayant accès à des armes sophistiquées, notamment les forces aériennes modernes et des armes dites intelligentes ou de précision», a, quant à lui, observé Mark Lowcock, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, sans se prononcer sur les responsabilités.

Selon lui, les activités ont été partiellement totalement suspendues dans 49 centres de soins et 17 écoles ont été endommagées ou détruites. Au cours des trois dernières semaines, a-t-il ajouté, les combats ont fait 160 morts et 180 000 déplacés. **Reuters**

Soudan

Des manifestants démantèlent à contre-cœur des barricades à Khartoum

Brique par brique, des manifestants ont démantelé vendredi des barricades à Khartoum mais ont menacé de les rétablir si les généraux ne reprenaient pas les négociations sur un transfert du pouvoir au Soudan.



Réunis à Washington, des représentants de la communauté internationale (ONU, Union africaine, Union européenne, France, Allemagne, Royaume-Uni...) ont appelé à une "reprise immédiate des pourparlers" pour déboucher sur une transition "vraiment dirigée par les civils", a déclaré le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé de l'Afrique, Tibor Nagy.

L'armée a suspendu mercredi soir pour 72 heures le dialogue avec les leaders de la protestation sur la transition politique, en réclamant la levée d'une partie des barricades pour mettre fin au chaos créé dans une bonne partie de la capitale soudanaise par la fermeture du Boulevard du Nil, qui longe le fleuve nourricier du Soudan.

Pour justifier la suspension, le général Abdel Fattah al-Burhane, chef du Conseil militaire qui a pris le pouvoir après l'éviction du président Omar el-Béchir le 11 avril, a cité l'érection de barrages routiers hors du lieu du sit-in principal tenu par les manifestants

depuis le 6 avril devant le QG de l'armée, la fermeture d'une ligne de chemin de fer et des "provocations" contre les forces de l'ordre. Les tentatives des forces de l'ordre d'enlever ces barrages, installés également sur d'autres avenues, ont donné lieu à des violences, également condamnées par la communauté internationale à Washington. Cinq civils et un militaire ont été tués lundi dans des heurts et huit civils blessés mercredi. Les leaders de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, ont regretté cette suspension mais affirmé vouloir maintenir la mobilisation.

Chantant des slogans révolutionnaires, des centaines de manifestants se sont affairés aux premières heures de vendredi autour de l'un des barrages obstruant le Boulevard du Nil, selon un correspondant de l'AFP.

"Nous avons levé le barrage routier comme l'armée le demandait", a expliqué l'une des nombreuses femmes qui ont participé à l'opération, en demandant de taire son identité. "Mais si nos exigences ne sont pas

satisfaites, nous reviendrons."

Le trafic a ensuite repris normalement aux abords du Boulevard du Nil.

Impasse

Les barrages érigés hors du lieu du sit-in sont apparus avant le début lundi des négociations et étaient destinés à mettre la pression sur les généraux pour qu'ils cèdent le pouvoir aux civils.

L'armée a qualifié ces barrages d'"inacceptables" tout en affirmant n'avoir aucune intention de démanteler le principal sit-in face à son QG.

Sur place, des manifestants ont participé sous un soleil de plomb à la prière du vendredi, avant de scander "Liberté, paix, justice", le slogan du mouvement.

"Je me fiche de la chaleur", a dit l'un des contestataires, Mohamed Ismail, ajoutant que sa principale préoccupation était de sortir de l'impasse politique.

La suspension du dialogue entre les militaires et la contestation est tombée juste

avant le début prévu initialement mercredi soir d'une séance ultime de négociation entre les généraux et l'ALC.

Les deux parties devaient s'accorder sur la composition d'un Conseil souverain, institution-clé de la transition. Les militaires veulent qu'il comprenne une majorité des leurs tandis que l'ALC exige qu'elle soit dominée par les civils.

"Éléments infiltrés"

Les deux camps avaient réussi en début de semaine à s'entendre sur la durée de la transition, fixée à trois ans, et la composition d'une assemblée législative, dont les deux tiers des 300 membres désignés viendraient de l'ALC. Concernant les violences meurtrières, le général Burhane les a attribuées à des "éléments infiltrés" qui cherchent à faire dérailler le processus politique et a défendu la Force de soutien rapide (RSF) mise en cause par l'ALC, ainsi que par les ambassades américaine et britannique.

Cette force controversée de paramilitaires est composée de miliciens accusés par des groupes de défense des droits humains d'abus au Darfour, une région de l'ouest du Soudan en proie à des troubles depuis 2003.

Elle fait maintenant partie des forces armées et est commandée par le général Mohamad Hamdan Daglo, surnommé "Himeidti", également chef adjoint du Conseil militaire. A la tête du Soudan pendant près de 30 ans, Omar el-Béchir a été destitué et arrêté par l'armée à l'issue d'un mouvement inédit déclenché le 19 décembre par la décision de tripler le prix du pain dans un pays miné par une grave crise économique. Les manifestations se sont vite transformées en contestation du pouvoir.

Avant les violences de cette semaine, une association de médecins proche de l'ALC a donné un bilan de 90 personnes tuées par les forces de l'ordre depuis le 19 décembre. Les autorités avaient parlé de 65 morts.

AFP

Côte d'Ivoire

Neuf morts, 84 blessés dans des heurts interethniques dans le centre

Neuf personnes sont mortes et 84 ont été blessées dans des affrontements entre populations autochtones (Baoulé) et allogènes (Dioula, ressortissants du Nord) mercredi et jeudi à Béoumi dans le centre de la Côte d'Ivoire.

"Il y a eu neuf morts, sept corps sont à la morgue de Béoumi et les deux autres à Bouaké" a dit le Dr Victor Kouamé, directeur de l'hôpital général de Béoumi, précisant qu'il y avait 84 blessés.

Béoumi, ville située à 60 km à l'ouest de Bouaké, est sous le contrôle des forces de l'ordre. Militaires, gendarmes, policiers patrouillent dans la ville pour éviter de nouveaux affrontements, a rapporté un journaliste de l'AFP. Le préfet de Béoumi Djedj Mel, avait évoqué jeudi un bilan de trois morts et 40 blessés avant de décréter un couvre-feu de 18H00 GMT à 06H00 GMT.

"Une altercation entre un chauffeur de taxi-brousse et un conducteur de moto-taxi qui se trouvait à la gare des taxis-brousse" a dégénéré mercredi en bataille rangée, selon un agriculteur baoulé à Béoumi, Innocent Koffi. Une querelle de longue date oppose les

transporteurs (taxis-brousse) d'ethnie dioula et les pilotes de motos-taxis d'ethnie baoulé. Le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, Sidi Tiemoko Touré, un enfant du pays et député élu de la circonscription, s'est rendu sur place.

"Il y a eu une bagarre entre deux frères, un Malinké (Dioula) transporteur et un Baoulé, moto-taxi. Cette altercation a laissé croire que le Baoulé était mort et c'est ce qui a fait que les choses ont dégénéré", a confirmé le ministre, contacté au téléphone depuis Abidjan. Le ministre s'est refusé à communiquer un bilan des victimes "avant de faire un point complet".

Celui-ci "a convoqué les communautés jeudi après-midi" à la préfecture et s'est entretenu avec leurs représentants pour "nous donner une voie de sortie de crise", a-t-il expliqué, soulignant avoir lancé des appels au calme. "Je pense qu'on a été entendu. Une partie des jeunes qui avaient érigé des barrages les ont enlevés pour que la circulation reprenne", a-t-il ajouté.

En outre, il a annoncé la prise en charge des victimes. "Nous allons voir la probléma-

tique des dégâts avec le ministre de la solidarité", a-t-il dit. A une vingtaine de kilomètres de Béoumi dans le village de Bellakro, des jeunes Baoulé qui tenaient un barrage et dont certains étaient sous l'effet de l'alcool, ont crié: "On veut les Dioula", a rapporté un journaliste de l'AFP.

"La tension était toujours vive" vendredi à Beoumi, affirmé à l'AFP un habitant de Béoumi, Amani Konan Benoît.

"Les deux camps se regardent en chien de faïence et les activités n'ont toujours pas repris", a-t-il souligné.

Les affrontements intercommunautaires, parfois meurtriers, sont fréquents en Côte d'Ivoire, pays d'environ 25 millions d'habitants qui compte plusieurs dizaines d'ethnies et une importante communauté étrangère.

Ces heurts sont souvent liés à la propriété foncière mais aussi aux transports. Des affrontements entre populations locales et transporteurs dioula, qui contrôlent traditionnellement les taxis-brousse, se produisent sporadiquement à travers le pays, faisant parfois des morts.

AFP

Egypte

Grâce présidentielle pour 560 détenus

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a accordé sa grâce à 560 prisonniers, dont une majorité de détenus accusés de soutenir les Frères musulmans, a-t-on appris vendredi de sources judiciaires.

Selon ces sources, 482 détenus graciés avaient été incarcérés pour des faits liés à la confrérie, déclarée hors la loi.

Un journaliste réputé, Abdel Halim Qandil, condamné en 2017 à trois ans de prison pour outrage à la justice, a lui aussi bénéficié de cette mesure de grâce, publiée tard jeudi soir dans le Journal officiel.

L'organisation Human Rights Watch estime à 60.000 personnes au moins le nombre de détenus qui ont été incarcérés pour des motifs politiques en Egypte.

Sissi, qui a accédé au pouvoir en 2014 après le renversement de Mohamed Morsi, président issu des Frères musulmans, assure qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Egypte.

Ses partisans expliquent que la répression menée depuis 2014 était nécessaire pour stabiliser l'Egypte après le soulèvement de 2011 contre le régime de Hosni Mubarak.

Reuters

Theresa May vit ses derniers jours comme Première ministre

Incapable de mettre en oeuvre le Brexit, Theresa May vit désormais ses derniers jours à la tête d'un gouvernement britannique qui est apparu ces dernières semaines étrangement silencieux sur la question, comme paralysé.

Le compte à rebours a été lancé jeudi, lorsque la dirigeante conservatrice a été contrainte d'accepter, lors d'une réunion avec les responsables parlementaires de son parti, d'annoncer «un calendrier pour l'élection d'un nouveau leader du Parti conservateur». Ce qui revient à désigner le nouveau Premier ministre du pays.

Sur la sellette depuis des mois, Mme May était parvenue à se maintenir au pouvoir faute de candidat prêt à se risquer à reprendre en main le dossier épineux du Brexit. Mais les résultats catastrophiques pour son parti aux élections locales du 2 mai et les sondages désastreux en vue des européennes la semaine prochaine ont scellé son sort.

«Cette fois, elle est vraiment sur le départ», estime Tim Bale, professeur de sciences politiques à l'université Queen Mary de Londres, qui la voit mal « survivre plus de deux ou trois semaines ». Pour le quotidien The Guardian, « tout le monde en parle au passé dans le milieu politique britannique ».

A son arrivée au pouvoir, au lendemain du référendum sur le Brexit du 23 juin 2016, cette fille de pasteur, sans charisme, mais à la réputation de bûcheuse, avait fait vœu de conduire son pays hors de l'Union européenne, vers des horizons plus florissants. Mais trois ans plus tard, elle a été contrainte de reporter deux fois la date du Brexit, initialement fixée au 29 mars, et même d'organiser des élections européennes, reniant au passage plusieurs promesses.

«Elle a échoué, complètement échoué», tranche Tim Bale, qui lui prédit un jugement sévère dans les livres d'histoire.

Car pour les analystes et les éditorialistes, Mme May, 62 ans, est largement responsable de la situation, pour s'être pliée à la volonté des partisans d'un Brexit dur dans son parti, pour avoir convoqué des élections générales où elle a perdu sa majorité abso-



lue au parlement, et avoir choisi d'ignorer les fondements sur lesquels l'UE était prête à négocier un accord.

«Pas de flexibilité»

Meg Russell, politologue à l'University College de Londres (UCL), estime qu'elle a choisi d'agir en chef de parti «plutôt que de tenter de construire un consensus national» dans ce moment historique traversé par le Royaume-Uni. Or, diriger un gouvernement minoritaire «réclame plus de flexibilité, d'agilité, dont la capacité au compromis et au travail avec d'autres partis. Theresa May n'a clairement aucun de ces talents», dénonce-t-elle dans un article publié sur le site de l'UCL.

Après avoir essuyé trois échecs au Parlement pour faire passer l'accord de divor-

ce qu'elle a conclu avec Bruxelles en novembre, elle a fini par tendre la main au principal parti d'opposition, le Parti travailliste, pour tenter de construire un consensus sur la relation future avec l'UE. Mais le chef du Labour, Jeremy Corbyn, a rompu ces discussions vendredi, mettant en avant, outre leurs divergences, l'autorité affaiblie de Mme May.

En campagne pour les européennes vendredi à Bristol (sud-ouest de l'Angleterre), Mme May a offert un visage défait, tout en assurant que «personne d'autre (en dehors des conservateurs) n'est en mesure de mener le Brexit à bien». Ce sera probablement sans elle. Un départ sans gloire pour cette femme discrète, mais ambitieuse, qui dès l'adolescence rêvait de faire de la politique et de devenir la première femme chef de gouvernement du

Royaume-Uni. Margaret Thatcher lui souffle ce titre, mais elle devient la première femme secrétaire générale du Parti conservateur de 2002 à 2003. A ce poste, elle s'illustre lors d'un discours en appelant les Tories, alors marqués très à droite, à se débarrasser de leur image de «nasty party» (parti des méchants). Après avoir soutenu David Cameron dans sa conquête du parti en 2005, elle hérite du portefeuille de l'Intérieur lorsqu'il arrive à Downing Street, en 2010. Elle reste six ans à ce poste exposé, dans lequel elle s'illustre par sa gestion ferme de l'immigration.

Elle souffre d'une image de froideur et ses interventions publiques souvent répétitives et sans passion lui valent d'être surnommée «Maybot» (May le robot).

AFP

Les prétendants à la succession de Theresa May

■ L'échec des discussions sur le Brexit avec l'opposition travailliste est un nouveau coup dur pour la Première ministre britannique, Theresa May, déjà sommée par son parti conservateur de préparer son départ. Voici une liste de prétendants déclarés ou possibles à sa succession :

Boris Johnson, l'homme du Brexit

L'ancien maire de Londres a confirmé jeudi qu'il serait candidat au poste de Premier ministre et fait figure de favori, selon la société de paris Ladbrokes.

«Bojo», 54 ans, a été l'un des grands artisans de la victoire du Brexit au référendum de juin 2016, dont il tire encore aujourd'hui une grande partie de sa légitimité.

Nommé ministre des Affaires étrangères dans la foulée par Theresa May, il n'a cessé de lui savonner la planche en critiquant sa stratégie dans les négociations avec Bruxelles, avant de quitter le gouvernement pour défendre une rupture nette avec l'UE.

Habile et charismatique, il est populaire chez les militants de base mais moins auprès de ses pairs, qui lui reprochent ses nombreuses gaffes et un certain dilettantisme.

Michael Gove, l'esprit félon

Ministre de l'Environnement et pourfendeur du plastique, cet eurosceptique de 51 ans a joué le rôle de caution pour les partisans du Brexit dans le gouvernement May.

Lieutenant de Boris Johnson pendant la campagne référendaire, Michael Gove l'a poignardé dans le dos en lui retirant son soutien au moment où celui-ci s'appretait à briguer la tête du gouvernement, pour présenter sa propre candidature, avant d'être finalement éliminé lors du vote des membres du parti.

Il peut apparaître comme l'homme de la situation grâce à la souplesse de ses positions.

Jeremy Hunt, le néo-Brexiter

Agé de 52 ans, le ministre des Affaires étrangères avait soutenu le maintien dans l'UE avant de changer

d'avis, déçu par l'approche «arrogante» de Bruxelles dans les négociations. Ancien homme d'affaires parlant couramment le japonais, il s'est taillé une réputation de responsable ne craignant pas les défis, après avoir présidé pendant six ans aux destinées du service public de santé (NHS), confronté à une crise profonde, quand il était ministre de la Santé.

Andrea Leadsom, la consensuelle

Finaliste malheureuse dans la course au poste de chef du gouvernement en 2016 face à Theresa May, la ministre chargée des relations avec le Parlement est une fervente avocate du Brexit.

Admiratrice de Margaret Thatcher, Andrea Leadsom, 56 ans, a passé trois décennies à la City de Londres. Elle a commencé à se faire un nom lors de la campagne du référendum, alors qu'elle était secrétaire d'Etat à l'Energie, défendant avec passion la sortie de l'UE sans se départir de son calme et de son sourire. Elle peut faire figure de candida-

te de consensus.

Dominic Raab, le jeune loup

Nommé ministre du Brexit en juillet, Dominic Raab avait démissionné quatre mois plus tard, en désaccord avec Theresa May sur l'accord de retrait conclu avec Bruxelles.

Se voit-il à Downing Street ? «Il ne faut jamais dire jamais», a récemment déclaré ce député ultra-libéral de 45 ans, eurosceptique pur jus.

Ancien avocat spécialisé en droit international, il est l'une des figures de la nouvelle garde des conservateurs.

Sajid Javid, partisan du thatchérisme

Nommé en avril 2018 à la tête du ministère de l'Intérieur, Sajid Javid, 49 ans, a gagné le respect des siens avec sa gestion du scandale «Windrush» - le traitement des immigrants d'origine caribéenne arrivés au Royaume-Uni après la Seconde Guerre mondiale.

Admirateur de Margaret

Thatcher, l'ancien banquier d'affaires et fils d'un chauffeur de bus pakistanais s'était prononcé contre le Brexit au moment du référendum de juin 2016 mais défend depuis des positions eurosceptiques.

Amber Rudd, l'héritière

Elue députée en 2010 après une carrière dans la finance et le journalisme économique, elle a accompagné Theresa May dans son accession au pouvoir, soutien dont elle a récolté les fruits en recevant les portefeuilles de l'Intérieur, puis du Travail.

Réputée travailleuse et efficace, Amber Rudd, 55 ans, pourrait pâtir de sa réputation d'europhile.

Les outsiders

Esther McVey, ex-ministre de l'Emploi, ex-présentatrice de télévision, s'est dite prête à se lancer dans la course, tout comme le député Rory Stewart, ancien tuteur des princes William et Harry, qui trouve l'idée «enthousiasmante».

AFP



Le défi d'une campagne électorale dans l'immensité australienne

Avec ses immenses circonscriptions, dont une trois fois plus grande que la France métropolitaine, l'Australie a un électoralat d'une diversité rare. Répondre à la variété de ses attentes aura été tout au long de la campagne législative un défi pour des partis traditionnels de plus en plus concurrencés par les extrêmes.

En 48 heures cette semaine, le Premier ministre sortant Scott Morrison a parcouru 8 000 kilomètres - soit la distance Paris-Pékin - pour rencontrer des électeurs.

De Sydney (sud-est) la cosmopolite aux étendues poussiéreuses de l'immense outback, lui et son principal adversaire, le travailliste Bill Shorten, ont multiplié les déplacements pour aller convaincre des concitoyens de plus en plus désabusés.

«L'électorat australien est extraordinairement inhabituel. C'est un vaste continent qui a une population relativement faible, donc très éparpillée», explique Marc Stears, politologue à l'Université de Sydney.

Il faut imaginer un territoire 14 fois plus grand que la France, pour une population presque trois fois moins importante. La circonscription de Durack en Australie-occidentale rassemble moins de 100 000 habitants sur 1,6 million de kilomètres carrés.

- «Les vieux partis» -

«Il y a des grandes villes et puis une multitude de très petites communautés rurales qui n'ont souvent rien à voir les unes avec les autres», décrit M. Stears. «Les hommes politiques doivent parcourir ce pays pour convaincre les électeurs de chacune de ses parties, aussi différentes soient-elles.»

Pour la coalition de centre-droit et les travaillistes, c'est une tâche chronophage, et qui a de moins en moins d'utilité.

D'autant qu'en Australie comme ailleurs,

une partie de l'électorat ne croit plus au clivage gauche-droite. La faute notamment à la valse de Premiers ministres, cinq en huit ans.

Des «putschs» internes aux partis gouvernants ont contribué à répandre l'idée que les dirigeants traditionnels ne pensaient qu'à leur intérêt, et participé à la montée des populistes ou extrémistes.

Il y a deux décennies, 80% des électeurs soutenaient les partis traditionnels, selon Stephen Mills, de l'Université de Sydney. Aujourd'hui, un tiers des électeurs ne veulent plus en entendre parler.

Dans l'Etat du Queensland (nord-est), traditionnel fief des conservateurs, l'électorat a glissé vers la droite, séduit en partie par le Parti d'extrême-droite One Nation ou par le United Australia Party du magnat populiste Clive Palmer, dont le slogan est «Make Australia Great».

Les deux formations promettent de soutenir le puissant secteur minier et l'emploi, une préoccupation majeure dans des localités plombées par le chômage et le sentiment d'abandon.

«C'est pour ça que nous sommes connus, parce que nous disons les choses que les gens pensent», explique dans le centre du Queensland Malcolm Roberts, un dirigeant de One Nation. «C'est pour cette raison que les gens tournent le dos aux vieux partis qui ont échoué.»

Projet Adani

Un peu plus au nord, à Bowen, près des énormes terminaux portuaires de chargement de charbon de Hay Point, de nombreux commerçants en veulent aux grands partis pour leurs tergiversations face au gigantesque projet minier d'Adani, qui promet des milliers d'emplois.

«Les temps sont durs pour les campagnes», explique Bruce Hedditch, de la chambre de commerce de Bowen. «C'est la raison pour laquelle les petits partis et les indépendants vont faire de bons scores lors de cette élection.»

La farouche opposition de bons nombre d'urbains au projet Adani, essentiellement pour des raisons environnementales, illustre bien l'un des clivages australiens que peinent à négocier les travaillistes et la coalition National-Libéral.

Pour eux, il s'agit de courtiser l'électorat du Queensland mais aussi celui de l'Etat du

Victoria (sud), beaucoup plus sensible aux problématiques écologiques.

Le centre-droit est traditionnellement un soutien du lobby minier, mais il s'expose à un grave retour de bâton de l'électorat du Victoria.

M. Shorten, lui, a fait l'impasse sur le sujet minier dans le Queensland. Le risque en prenant position eut été de s'aliéner soit les électeurs du Victoria sensibles aux questions environnementales, soit les syndicats défendant le secteur minier au nom de l'emploi.

«On ne peut pas faire plaisir à tout le monde», observe John Warhurst, professeur à l'Université nationale australienne. «Au final, chaque prise de position doit être faite en soupesant ce qu'il y a à perdre et à gagner.»

AFP

Venezuela : Maduro célèbre " le début des discussions " avec l'opposition à Oslo

■ Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a célébré vendredi le «début des discussions» avec l'opposition à Oslo tout en remerciant la Norvège pour son rôle de médiateur.

«Les pourparlers pour progresser vers des accords de paix, de concorde et d'harmonie, ont bien commencé, et je demande le soutien de tout le peuple vénézuélien pour avancer sur la voie de la paix», a déclaré Nicolas Maduro à l'occasion d'une cérémonie devant quelque 6 500 militaires dans l'Etat d'Aragua, dans le nord du Venezuela.

Alors que le pays est confronté à la pire crise socio-économique de son histoire récente, le président socialiste a déclaré que le «Venezuela doit traiter ses conflits» et trouver des solutions «sur la voie de la paix».

Nicolas Maduro a ainsi proclamé «le début des discussions et du dialogue» avec l'opposition.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Jorge Rodriguez, et du gouverneur de l'Etat de Miranda, Hector Rodriguez, deux personnalités qui ont participé cette semaine aux pourparlers à Oslo.

Ces discussions avec l'opposition sont de «bonnes nouvelles», a souligné le leader chaviste, entouré de responsables militaires.

Quelques heures auparavant, le ministre norvégien des Affaires étrangères avait fait état de «contacts préliminaires» avec les deux camps dans le cadre d'une «phase exploratoire».

Jeudi, le chef de l'opposition Juan Guaido s'était contenté de dire que des délégués de son camp participaient à une «médiation» de la Norvège.

«Il n'y a aucun type de négociations», avait tempéré Juan Guaido, qui s'est proclamé président par intérim le 23 janvier et est reconnu comme tel par une cinquantaine de pays.

L'opposition était représentée à Oslo par l'ancien député Gerardo Blyde, l'ex-ministre Fernando Martinez Mottola ainsi que le vice-président du Parlement, Stalin Gonzalez.

La Norvège a réitéré vendredi sa «volonté de continuer à soutenir la recherche d'une solution pacifique pour le pays», selon un communiqué du ministère norvégien des Affaires étrangères.

Pays hôte du prix Nobel de la paix et où ont été négociés les accords israélo-palestiniens d'Oslo, la Norvège a une longue tradition de «facilitateur» dans les processus de paix, notamment dans celui, réussi, entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) en 2016.

AFP

Les Etats-Unis acceptent de lever les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium avec le Canada et le Mexique

■ Donald Trump a annoncé, vendredi, la suppression des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium en provenance du Canada et du Mexique, levant ainsi un important obstacle à la ratification de l'accord de libre-échange entre les trois pays. «Nous venons juste de trouver un accord avec le Canada et le Mexique et nous vendrons nos produits dans ces pays sans imposer de tarifs ou de tarifs majeurs», a annoncé le président américain.

Peu de temps auparavant, un communiqué commun des Etats-Unis et du Canada annonçait un accord pour lever les droits de douane imposés par Washington depuis près d'un an. Dans sa volonté de favoriser «L'Amérique d'abord», Donald Trump avait imposé à ses partenaires commerciaux, à l'été 2017, la renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna) en vigueur depuis 1994, l'accusant d'avoir détruit des milliers d'emplois industriels surtout dans le secteur automobile en raison des délocalisations vers le Mexique. Pour forcer la main à ses partenaires, la Maison-Blanche avait imposé le 1er juin 2018 des droits de douane supplémentaires sur l'acier et l'aluminium. Washington, Ottawa et Mexico avaient finalement conclu un nouvel accord de libre-échange (Aeumc) le 30 septembre au bout d'un marathon de 13 mois de difficiles négociations commerciales.

Puis les trois pays l'avaient formellement signé le 30 novembre. Depuis, le texte est toujours en attente de ratification dans les trois pays, Ottawa ayant fait de la levée des tarifs douaniers américains une condition sine qua non pour leur accorder son feu vert. L'accord entre Washington et Ottawa pour lever les droits de douane sur l'acier et l'aluminium canadiens représente un «grand pas» vers la ratification «dans les prochaines semaines» du nouvel accord s'est félicité vendredi, Justin Trudeau, au cours d'une conférence de presse à Hamilton, dans l'Ontario. Le nouvel accord prévoit, notamment pour le secteur automobile, un changement important des règles dites d'origine, imposant plus d'achats de matériaux et composants de fabrication américaine. Il inclut, en outre, une clause forçant le Mexique à augmenter les salaires du secteur.

AFP

Mexico

Sous le nuage de pollution, la vie continue

Des scientifiques disent que respirer l'air très pollué de la ville de Mexico ces jours-ci équivaut à fumer près d'un demi-paquet de cigarettes par jour.

Mais cela n'a pas empêché Oscar Chong de sortir pour sa séance d'entraînement quotidienne, malgré la mise en garde des autorités de ne pas pratiquer d'activité physique intense à l'extérieur. «Je suis accro à l'exercice» dit ce graphiste de 51 ans, à l'AFP. «Si je ne cours pas tous les jours, je ne me sens pas bien. Cela stimule ma créativité. Si je reste à la maison, je regarde les murs, et les idées ne me viennent pas», poursuit-il. La ville tentaculaire aux plus de 20 millions d'habitants est recouverte d'un épais nuage de pollution depuis le week-end dernier. Les autorités attribuent ce phénomène à des dizaines d'incendies qui se sont produits récemment dans le centre du Mexique, ainsi qu'à l'absence de vent ou de pluie pour disperser les particules.

Cependant les experts pointent aussi du doigt la pollution chronique de la ville provoquée par quelque cinq millions de véhicules qui y circulent chaque jour. La dispersion des gaz polluants est en outre rendue difficile par la présence de montagnes entourant la vallée de Mexico. Mais les feux de forêt ont sans aucun doute aggravé la situation. Ils ont fait grimper au-delà des normes admises les niveaux de PM2,5, ces particules fines produites par les incendies qui constituent le polluant atmosphérique le plus mortel.

Les autorités ont déclenché mardi l'alerte à la pollution lorsque le niveau de ces micro-particules a atteint 158 microgrammes par mètre cube. Cela équivaut à fumer plus de sept cigarettes par jour, selon une étude des médecins américains Richard et Elizabeth Muller. Vendredi, le niveau a légèrement diminué pour atteindre 114 microgrammes, soit l'équivalent de cinq cigarettes par jour.

«horrible»

Le nuage gris qui enveloppe la ville et l'alerte à la pollution environnementale ont

Pour la première fois en huit ans Des pourparlers entre le Japon et la Chine sur le nucléaire

■ Le Japon et la Chine vont tenir des pourparlers bilatéraux sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération nucléaire pour la première fois en huit (8) ans, rapportent samedi des médias, citant des sources gouvernementales japonaises.

Lors des pourparlers qui devraient se tenir mardi à Pékin, le Japon devrait appeler la Chine «à réduire ses armes nucléaires et à accroître la transparence sur son armement».

Les deux parties vont également échanger leurs points de vue sur le développement du nucléaire et des missiles par la Corée du Nord.

Le directeur général du département du désarmement, de la non-prolifération et de la science au ministère japonais des Affaires étrangères, Tomoyuki Yoshida prendra part à la réunion, selon les médias.

Les relations sino-japonaises étaient «tendues» sur des questions liées à l'histoire et au territoire de la guerre, mais elles se sont améliorées au cours des derniers mois.

Suite à la visite du Premier ministre Shinzo Abe en Chine en octobre dernier, le président chinois Xi Jinping devrait effectuer sa première visite au Japon le mois prochain.

Depuis le voyage de M. Abe en Chine, les deux gouvernements étudient la possibilité de reprendre le cadre bilatéral lancé en 1999 «pour discuter du désarmement et de la non-prolifération».

H. K.



chamboulé les habitudes des habitants de la capitale. Les autorités ont demandé à ce que les enfants, les personnes âgées et celles souffrant de maladies respiratoires restent à l'intérieur.

Les écoles sont fermées depuis jeudi et des événements sportifs ont dû être annulés, comme la demi-finale aller du championnat de football de division 1, finalement jouée à Queretaro, à quelque 200 kilomètres au nord-ouest de Mexico. De nombreux résidents qui en ont les moyens ont décidé de quitter la ville pour quelques jours, bien que les localités alentours connaissent également des taux élevés de contamination.

La ville coloniale de Puebla, pourtant située à 135 kilomètres, a ainsi connu elle-

aussi un pic de pollution inédit. La plupart des habitants de Mexico n'ont d'autre choix que de subir cette contamination qui provoque des irritations de la gorge et des yeux.

«J'ai essayé de ne pas sortir. Ça sent quelque chose de brûlé», commente à l'AFP Nicté Munoz, 38 ans, derrière son masque chirurgical alors qu'il se rend à son travail.

«C'est horrible de monter les escaliers et soudain de ne plus pouvoir marcher ou respirer», relate Diana Mariscal, 21 ans, une étudiante en visite dans la mégapole.

Les autorités ont suspendu les grands chantiers de construction, instauré la circulation alternée et ordonné à certaines industries polluantes de réduire leurs émissions de 30 à 40%. Elles ont aussi fait fermer certains petits

restaurants de rue, pourtant très populaires au Mexique, mais qui génèrent de la fumée. La maire Claudia Sheinbaum, du parti Morena du président Andres Manuel Lopez Obrador, a été vivement critiquée pour la lenteur de réaction de la municipalité et son manque d'anticipation.

L'ancien président Felipe Calderon (2000-2006) a de son côté mis en cause le gouvernement pour avoir supprimé des fonds qui permettaient de financer des emplois temporaires de pompiers «prévenant et luttant contre les incendies». Vendredi en fin de journée, l'alerte à la pollution a été levée en raison d'une amélioration de la qualité de l'air, ont annoncé les autorités.

AFP

Colombie

Un ex-chef des Farc, réclamé par les Etats-Unis, réarrêté à la porte de la prison

Un chef de l'ex-guérilla Farc, Jesus Santrich, a été réarrêté vendredi en Colombie à la porte même de la prison, à la suite de pressions des Etats-Unis qui veulent le juger pour trafic de cocaïne et se sont opposés à sa libération.

«Santrich vient d'être recapturé à la porte» de La Picota, a protesté sur Twitter le parti Farc, fondé par l'ancienne rébellion marxiste après l'accord de paix de 2016, dont l'ex-commandant rebelle a été l'un des négociateurs.

Assis dans un fauteuil roulant, Jesus Santrich, âgé de 52 ans et malvoyant, a été entouré par des agents du Parquet alors qu'il venait juste de franchir le portail de cette prison située dans le sud de Bogota.

L'air abattu, il a été ramené dans l'enceinte de l'établissement pénitentiaire, puis transporté jusqu'à un hélicoptère de la police, dont la destination n'a pas été précisée par les autorités.

Une source proche de Santrich a ensuite indiqué à l'AFP qu'il avait été emmené au siège du Parquet, dans Bogota.

Le service du Procureur général a déclaré dans un communiqué avoir «rendu effectif» un ordre de détention dans le cadre de l'enquête pour trafic de drogue dont Seuxis Paucis Hernandez Solarte, alias Jesus Santrich, fait l'objet aux Etats-Unis, et qui lui avait valu d'être placé en détention en avril 2018.

Farc dénonce la «haine»

«Ils ne cessent de poignarder la paix, avec haine ils réduisent l'accord en miettes», a dénoncé le chef du parti Force alternative révolutionnaire commune (Farc), Rodrigo Londoño, sur Twitter.

La Juridiction spéciale de paix (JEP), issue de l'accord avec l'ex-guérilla et chargée de juger les crimes les plus graves du conflit armé, avait ordonné mercredi la mise en liberté de Jesus Santrich.

Elle avait argué ne pas avoir reçu des autorités américaines la preuve de son implication dans un trafic de cocaïne vers les Etats-Unis après la signature de l'accord avec les anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), transformées en parti politique sous le même acronyme.

Mais le lendemain, l'ambassade des Etats-Unis à Bogota a réclamé des autorités colombiennes un «appel en urgence» contre cette décision.

«Aucune décision» ne modifie «le fait qu'un grand jury» de New York a accusé Santrich «de conspiration présumée pour envoyer 10 tonnes de cocaïne aux Etats-Unis entre juin 2017 et avril 2018», a estimé jeudi la représentation diplomatique dans un communiqué.

Jesus Santrich, qui a toujours clamé son innocence et dénonce un complot de Washington ainsi que du Parquet colombien, a fait deux grèves de la faim durant sa détention.

Plus tôt vendredi, la direction des services pénitentiaires avait annoncé que Jesus Santrich s'était lui-même «légèrement» blessé aux bras alors qu'il était en attente de sa libération. Des pansements étaient visibles sur ses poignets lorsqu'il a été amené au portail de la prison, avant d'être ramené à l'intérieur de La Picota.

Le président pour l'extradition

Après la décision de la JEP, le procureur général de Colombie, Nestor Humberto

Martinez, avait démissionné mercredi et le président de droite Ivan Duque, élu sur la promesse de modifier l'accord de paix, s'était dit «indigné».

M. Duque avait soutenu l'intention de faire appel, se disant disposé à autoriser l'extradition de Santrich.

Vendredi, le président colombien a soutenu la nouvelle arrestation de Santrich, sans toutefois mentionner l'éventuelle extradition de l'ancien guérillero.

«Ceux qui retournent dans les activités criminelles doivent subir tout le poids de la loi», a déclaré M. Duque dans une allocution.

Pablo Catatumbo, autre ancien commandant guérillero, aujourd'hui sénateur Farc, a protesté contre la réarrestation. «Après avoir été libéré, @JSantrich_FARC a été recapturé à la sortie de La Picota. Inédit! Nous appelons les organismes internationaux afin que soit garanti l'application des accords», a-t-il tweeté.

L'accord de paix historique, signé avec la plus ancienne guérilla du continent américain et salué par la communauté internationale, a permis le désarmement d'environ 7.000 rebelles et mis fin à plus d'un demi-siècle de confrontation armée entre les rebelles et l'Etat colombien.

Il prévoit que les auteurs de crimes graves, guérilleros et membres des forces de l'ordre, puissent bénéficier de peines alternatives à la prison à condition de dire la vérité, de dédommager les victimes et de s'engager à ne plus jamais avoir recours à la violence. Mais il ne protège pas d'une extradition ceux qui ont récidivé après son entrée en vigueur.

AFP

Une nouvelle collection de Faïza Antri-Bouzar

Hommage au passé prestigieux de la tenue traditionnelle algérienne

La styliste Faïza Antri-Bouzar a dévoilé, jeudi soir à l'hôtel Sofitel (Alger), sa nouvelle collection intitulée «Hier pour demain», qui se veut un hommage au passé prestigieux de la tenue traditionnelle féminine algérienne.



A l'occasion de la célébration du 10^e anniversaire de la maison de mode FAB créations, la modéliste a réussi à concilier authenticité et modernité dans cette nouvelle collection, riche de 30 belles tenues, ayant toutes gagnées l'admiration du public, de par l'harmonie et la diversité de leurs couleurs, le haut sens de créativité de la styliste et l'excellence du travail accompli pour valoriser le patrimoine algérien.

La créatrice a revisité, à travers sa nouvelle collection, le patrimoine algérien avec beaucoup de nostalgie, proposant des tenues authentiques confectionnées par des mains algériennes, tout en préservant le savoir-faire de générations de stylistes et de couturiers.

Dans cette collection, Faïza Antri-Bouzar a apporté

une touche de modernité sur les modèles traditionnels, leur conférant davantage d'élégance et de beauté et les adaptant aux dernières tendances de la mode.

Cette collection qui a couté à la styliste «beaucoup de temps, mais surtout un effort considérable», a donné forme à des œuvres d'art, fruit d'un long et profond travail de recherche dans les techniques usitées et la qualité des tissus utilisés.

Organisé en présence d'amateurs de la mode, d'artisans, de mannequins, de commerçants de tissus de différentes régions du pays, le défilé a englobé des modèles variés, ayant été inspirés de la tenue traditionnelle algérienne, notamment le karakou algérois. A cet effet, la modéliste a dit adorer cette tenue qui ne suscite plus le même intérêt à Alger, ce qui l'a inci-

té à choisir le monde de la mode.

Faïza Antri-Bouzar a modernisé le karakou, en variant sa forme et ses couleurs, proposant des vestes élégantes et distinguées de par leur découpe et broderie et optant pour des couleurs inhabituelles pour ce type de tenue.

Elle a également revisité le badroun, auquel elle a apporté certaines modifications pour être à la mode, le transformant même en robes de soirée.

La robe constantinoise était également présente à ce défilé, aux côtés de la blouse, de la m'lahfa et de la robe kabyle, déclinant des modèles modernes et authentiques aux senteurs des grandes villes civilisées qui demeurent toujours témoins de l'authenticité et de la richesse du patrimoine

algérien, à l'instar de la Casbah, de Tipasa et de Constantine et son marché (souika).

Dans la première partie du défilé, les mannequins ont porté 15 robes de la nouvelle collection innovante, avec des bijoux en or et en argent, conçus par la styliste elle-même, tandis que la deuxième partie a englobé 15 autres robes portées avec des bijoux en or et en argent conçus par le frère de Faïza.

Titulaire d'un diplôme supérieur en commerce obtenu en France, Mme Faïza Antri-Bouzar a participé à plusieurs événements à l'étranger dont Ramadaniat Beyrouth en 2016, un défilé au Koweït et la Fashion week Philadelphia (USA) en septembre 2016, outre d'autres défilés de mode organisés en Algérie.

K. M.

Palais de la culture, Moufdi Zakaria

Le patrimoine culturel des wilayas de l'Ouest s'invite aux Nuits d'Alger

La deuxième soirée des Nuits d'Alger, organisée jeudi soir au Palais de la culture, Moufdi Zakaria, a été dédiée au patrimoine culturel et touristique des wilayas de l'Ouest.

Organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec le ministère du Tourisme, l'événement a été marqué par la présence de la ministre de la Culture, Meriem Merdaci, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hassen Rabehi, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Moussa Dada, ainsi que des ambassadeurs et des membres du corps diplomatique accrédités à Alger.

La soirée a débuté par un iftar collectif faisant goûter aux invités les plats emblématiques de la cuisine de l'Ouest à l'instar de lahrira, tadjin Lahlou et bien d'autres.

A cette occasion, plusieurs expositions ont été animées par des artisans venus de Saïda, Oran, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Aïn Témouchent, Tيارet et Relizane présentant au grand public leurs créations tels que les tapis, les burnous, les selles de chevaux, les vêtements traditionnels, les bijoux, la poterie, la dinanderie et autres.

Dans une ambiance purement ramadhaneuse, la soirée a été marquée par la participation des troupes folkloriques de Saïda, de Mostaganem et de Tlemcen

qui ont séduit les spectateurs à travers une mosaïque artistique riche en madih, melhoun et andalou.

«La deuxième soirée des Nuits d'Alger se veut un hommage aux différentes régions de l'ouest du pays, mettant en exergue leur patrimoine immatériel, leur richesse et leur diversité culturelle et touristique», a affirmé Mme Merdaci, ajoutant que «c'est une opportunité pour la coopération entre les différents ministères et la promotion de la destination Algérie devant les diplomates présents». Les deux prochains jeudis du programme des Nuits d'Alger seront consacrés, respectivement aux régions du Centre et de l'Est du pays.

L. N.

Concert en hommage à la diva Fayrouz

La chanteuse Farah Rigal, en automne en Algérie

■ La chanteuse franco-marocaine, Farah Rigal, se déplacera en automne prochain en Algérie pour un concert en hommage à la diva de la chanson arabe Fayrouz, a-t-on appris vendredi de son producteur.

«La chanteuse, qui donnera des concerts dans 10 villes algériennes, dont deux à Alger, présentera un concept exceptionnel et unique en hommage à la grande chanteuse libanaise Fayrouz», a indiqué à l'APS, Bernard Nicolet, patron de la boîte Labalme Music France qui dit qu'il ne produit que celui qui lui plaît.

Farah Rigal se déplacera «très prochainement» en Algérie pour une opération médias de son concert qui porte l'ambition de faire revivre les années du rayonnement culturel musical du Liban sur le Monde arabe.

Le concept du concert «Hommage à la diva Fayrouz» de 1h40, explique le producteur, est composé d'un collectif d'artistes, dont une partie a été bercée et initiée au répertoire de Fayrouz et l'autre n'a connu son œuvre que «bien plus tard».

Farah Rigal revisite donc les chansons de la chanteuse libanaise dans un style funky, a ajouté Bernard Nicolet, qui est également le producteur du jeune chanteur d'origine algérienne, Smam's (Smaïn Arif).

La chanteuse, à la voix généreuse et groovy, chante Fayrouz, en version moderne, «avec une proposition musicale originale et exigeante». Farah Rigal est une jeune artiste qui enrichit depuis une dizaine d'années, selon les connaisseurs, une expérience de scène et studio dans des registres multiples : pop-rock, soul/funk, folk, world et jazz.

Entourée de musiciens de divers horizons, elle a décidé, en 2019, de revenir aux sources de sa culture d'origine pour prêter sa voix en hommage à la diva libanaise et mettre la culture arabe à l'honneur.

R. C.

Zaouia Belkaïdia d'Oran Ouverture de la 14^{ème} édition de Dourous Mohammadia

■ La 14^{ème} édition de Dourous Mohammadia s'est ouverte jeudi après la prière d'El Asr au siège de la zaouia Belkaïdia Hebria basé dans la localité de Sidi Maârouf à l'est de la ville d'Oran.

La cérémonie d'ouverture de cette édition de la série de Dourous Mohammadia organisée chaque année au mois du Ramadhan par la zaouia, s'est déroulée en présence des autorités locales.

Le thème de cette édition qui se poursuivra jusqu'au 25 mai courant s'articule autour de l'éducation en Islam.

Cette série de Dourous Mohammadia sera animée par une pléiade d'ulémas et de théologiens d'Algérie, d'Égypte, de la Mauritanie, du Yémen, de la Jordanie, de la Syrie, de la Tunisie, du Soudan, du Liban et du Koweït. L'universitaire, le Dr Tahar Abou Kacem Braïk d'Algérie a animé la première conférence lors de la séance inaugurale, abordant la joie et le bonheur dans l'éducation à l'amour de Dieu.

D'autres communications sont au programme de cette série de causeries abordant, notamment la jeunesse en Islam, la morale chez les savants contemporains et le rôle des zaouias dans l'éducation à travers les âges.

Des conférences seront données quotidiennement du 11 et 20 du mois de Ramadhan après les prières d'El Asr et de Tarawih.

Il est prévu, en outre, des rencontres entre conférenciers et talebs (étudiants) de la zaouia Belkaïdia qui œuvre à l'enseignement du Coran, de la charia et du fiqh.

La 13^{ème} édition de Dourous Mohammadia s'est tenue l'année dernière exceptionnellement au nouveau siège de la zaouia, inauguré à Tixeraine dans la commune de Birkhadem (Alger) et avait eu comme thème «Les sources de la législation islamique».

K. T.

PAROLES DE FEMMES

«Si l'on change intérieurement, on ne doit pas continuer à vivre avec les mêmes objets.»
Anaïs Nin

FEMMES

Page animée par Tinhinan

ILS ONT DIT :

«Un changement en prépare un autre.»
Nicolas Machiavel

ACTU-FEMMES

MELANIA TRUMP : CE GESTE D'AFFECTION TRÈS RARE DE DONALD LORS D'UN GALA À LA MAISON-BLANCHE



Melania et Donald Trump s'affichent en couple uni. Mercredi 15 juin, la First Lady des Etats-Unis et son mari étaient réunis pour la soirée organisée en l'honneur de l'Association historique de la Maison-Blanche. Et, fait rare, le couple est apparu uni et complice devant les flashes des photographes. En effet, c'est main dans la main que le chef d'Etat américain a fait irruption dans la pièce avec son épouse. Tour à tour, ils ont pris la parole, sous leur regard bienveillant. Le président s'est ensuite posté derrière sa femme, posant tendrement ses mains sur ses épaules tandis que Melania Trump affichait un large sourire.

Melania Trump a publié un message pour saluer cette soirée consacrée à l'Association historique de la Maison-Blanche. «Il a été merveilleux de célébrer l'Association historique de la Maison-Blanche et ce grand partenariat pour préserver notre histoire. Merci au leadership de l'association et à ses soutiens d'être venus nous rendre visite à la Maison-Blanche», a écrit la First Lady, partageant une série de photos de l'événement, elle, se tenant près de son époux.

Une attitude rare, de la part de Melania Trump. Car à de nombreuses reprises, l'ancien mannequin est apparu distante de son mari. Au point d'inquiéter les internautes, plus particulièrement lorsque la révélation d'une relation adultère entre Donald Trump et Stormy Daniels, stripteaseuse et actrice pornographique, par la presse américaine a éclaté. «En privé, un ancien employé de la Maison-Blanche a confié que M. et Mme Trump tentent de donner l'impression que tout va bien, mais leurs rapports ne sont pas particulièrement chaleureux», révélait le *Times*. Pis encore : «Elle est très malheureuse, racontait un proche de la famille à *US Weekly*. Si elle le pouvait, elle partirait loin de Donald pour rester avec son fils». Le calme après la tempête ?

PSYCHO

POURQUOI NOUS AVONS TANT BESOIN DE BEAUTÉ ?

Chaque fois que la beauté nous touche, nous réapprenons à nous écouter, à nous faire confiance. Chaque instant de plaisir esthétique nous redonne de l'estime pour nous-mêmes. Quand je trouve qu'un paysage, une mélodie sont beaux, c'est moi qui les trouve beaux ; je suis enfin libéré des diktats du «on», de la soumission aux prétendus critères objectifs. Le seul critère, c'est qu'il n'y en a pas ! Le seul critère, c'est mon émotion et ça fait un bien fou.

De même avec une robe, un rouge à lèvres... Etre vraiment sensible à leur beauté ne peut se réduire à l'influence de la mode ou des marques : la sensibilité à la beauté révèle toujours une liberté. En ce sens, la beauté n'est jamais superficielle, ou plutôt : le plaisir que la beauté nous donne révèle tou-

jours quelque chose de profond. D'autant que la beauté porte des valeurs, véhicule une idée de la vie. Les formes d'une silhouette, la coupe d'un vêtement... ne sont pas superficielles, mais autant de symboles d'une conception de l'existence. Etre sensible à la beauté, c'est vivre du sens sans même s'en rendre compte ; c'est être un corps intelligent.

Nous avons aussi besoin de la beauté pour nous découvrir plus complexes que nous ne le sommes, pour accueillir notre propre obscurité et cesser de la fuir. Souvent nous sentons qu'une mélodie offre à une part enfouie de nous-mêmes l'occasion de surgir, de s'exprimer soudain : dans l'émotion musicale, nous nous sentons enfin autorisés à être multiples, éclatés, contradictoires. Il était temps !



Mais finalement, que se passe-t-il d'autre lorsque vous changez de rouge à lèvres, en choisissez un plus sombre, ou plus pop : n'a-t-il pas alors le pouvoir de faire apparaître une part de vous-mêmes qui demeurerait cachée, en retrait, quelque chose de votre profondeur qui soudain accède à la lumière ? C'est le pouvoir de la beauté : elle révèle toujours, d'une manière ou d'une autre, la vérité.

CHEVEUX

CHANGEZ DE COIFFURE

Marre de votre tête et de vos cheveux emmêlés mais pas le temps d'attendre entre Miss blondasse et Mamie Permanente. Pourtant quand on veut... Encore faut-il avoir le temps, parce qu'entre un dégradé, des mèches ou un lissage, vous savez pertinemment que vous y passerez une bonne partie... de la journée.

TENDANCE RÉTRO

Afin d'y voir un tout petit peu plus clair, entre deux mèches rebelles, sachez d'abord que la tendance de cet hiver est la coupe seventies pour les cheveux longs et l'asymétrie pour donner du mouvement aux cheveux courts. Alors si cela ne vous aide pas beaucoup, allez chez un visagiste. C'est encore le meilleur moyen de faire correspondre votre tête à votre personnalité. Peut-être un peu cher, ou trop long

mais le résultat est en général assez probant.

SANS RENDEZ-VOUS, RENDEZ-VOUS

En revanche, si vous voulez gagner du temps n'allez surtout pas dans des salons sans rendez-vous : contrairement à ce que l'on pourrait penser, on attend des heures, avant de passer entre les mains de différents coiffeurs à qui il faut ré expliquer à chaque fois la coupe de vos rêves. Mais notons toutefois que ces chaînes sont parfaites pour les petits budgets : coupe correcte, prix minis, mais pas de conseils, ici on coiffe un point c'est tout.

PRENEZ SOINS DE VOS COUETTES

Vous pouvez enfin soigner vos cheveux - car avec le soleil et le sel de la mer, ils en ont peut-être besoin - vous-

mêmes avec quelques produits efficaces et peu chers. Tant que c'est aux plantes, ce n'est pas mauvais : menthe, algues, cactus, gingembre sont excellents pour embellir vos cheveux Parmi les produits que nous avons sélectionnés, le shampooing revitalisant à la pulpe de cédrat (Klorane), le shampooing à la menthe pour cheveux gras (L'Occitane) et le Hair Care de Biguine Cosmetics qui donne de l'éclat à la chevelure et la fait briller.

MAIS, C'EST MIRACLE

Alors s'il faut du temps pour s'occuper de ses cheveux, il est bien d'en prendre aussi pour soi, en se prélassant chez le coiffeur : avouez que vous adorez le flux de la douchette sur vos cheveux shampooinés, en vous endormant presque avec le café qui fume à vos côtés.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Equipe nationale

Belmadi fixé sur sa liste



Le coach de l'EN, Djamel Belmadi est donc fixé définitivement sur la liste des sélectionnés pour la CAN 2019 qui aura lieu au mois prochain au Caire (Egypte). En effet, et après plusieurs semaines de réflexion, Belmadi a donc tranché sur le cas des joueurs qui devraient être présents pour la messe africaine et l'a déposée auprès de la Fédération. Le driver national a fait appel aux meilleurs joueurs du moment et a fixé son choix sur plusieurs paramètres. Ainsi, on croit savoir qu'il devra faire l'impasse sur certains éléments qui ne jouent pas régulièrement avec leur club comme cela est le cas de Benzia qui a été marginalisé par Fenerbace, alors que d'autres éléments ont eu des comportements indignes d'un joueur professionnel

comme cela a été avec le joueur Bentaleb qui a été prit en grippe par les dirigeants de son club, Shalk 04 après avoir raté de nombreuses séances d'entraînement en plus de son accrochage avec un de ses coéquipiers. Par ailleurs, on croit savoir que Belmadi devrait faire appel à un nouveau joueur et qui Benkabila, le milieu de terrain de Brest pour pallier les absences de Bentaleb qui passe des moments difficiles. Sur un tout autre plan, le coach national devrait débiter le premier stage de préparation pour le tournoi continental le 27 mai et qui aura lieu à Alger. Quant au deuxième stage il aura lieu le 8 juin prochain à Doha (Qatar) pour s'acclimater avec les conditions climatiques qui ressemblent au Caire. Pour ce qui est du départ en Egypte, il est prévu 3 à 4 jours

avant le premier match face au Kenya, sachant que la délégation algérienne passera par Amman en Jordanie, en raison de la suspension du trafic aérien entre le Qatar et l'Egypte pour des raisons politiques. Tout est donc ficelé par le coach national qui veut éviter toute mauvaise surprise et a ficelé, ainsi, toute la préparation avant ce tournoi très important pour les Verts qui souhaitent revenir en force sur le plan continental.

Imad M.

Athlétisme / Championnat national du 10.000 mètres

Victoire de Youcef Addouche et Kenza Dahmani

Les coureurs Youcef Addouche (sélection militaire) et Kenza Dahmani (Bordj Bou Arréridj) ont remporté le Championnat national du 10.000 mètres, disputé jeudi soir au stade Colonel-Lotfi de Tlemcen. Le podium des seniors (messieurs) a été complété par Ibrahim Mohamed (Arbaâ) et Abdellah Bouchareb (MSJ Béchar), alors que chez les dames, Dahmani a devancé Ouda Bouadma (Chlef) et Nawel Zendaoui (MA Constantine). Chez les juniors (garçons), c'est Younès Ousser (HOM) qui l'a emporté, devant deux concurrents de Chlef, Azzedine Farès et Ilyès Ali Zoubir ayant complété le podium, respectivement à la deuxième et à la troisième place. Chez les juniors (filles), c'est la sociétaire du MA Bordj Bou Arréridj Khadija Habbache qui s'est imposée, devant son équipière Asma Habbache, sociétaire du même club, au moment où Nassima Smaïl, du RB Souk El Ténine a complété le podium. Kenza Dahmani confirme ainsi qu'à 38 ans, elle reste la Reine algérienne des longues distances, car outre le 10.000 mètres, elle domine plusieurs autres spécialités, notamment, le semi-marathon et le cross-country.

Tennis /Tournois WTA en Turquie - Daikin Cup Series

Ibbou en demi-finale

La tennismen algérienne Inès Ibbou s'est qualifiée vendredi pour les demi-finales du tournoi international «Daikin Cup Series» qui se déroule actuellement à Antalya (Turquie) après sa victoire par deux sets à zéro contre la Roumaine Cristina Ené. Un match qui sur papier s'annonçait relativement difficile pour l'Algérienne de 20 ans, car appelée à défier la tête de série N5, elle qui de surcroît retrouvait la compétition depuis peu, après une longue absence, due à une blessure. Mais tout s'est finalement bien passé pour la championne d'Afrique de 2015, qui l'a assez facilement emporté (6-2, 6-3). Un beau succès, qui confirme le regain de forme d'Ibbou, car elle enchaîne sa deuxième demi-finale de rang, après celle de la semaine passée, également à Antalya. Il s'agit en effet du cinquième tournoi consécutif pour l'Algérienne à Antalya, où elle a commencé par concéder trois éliminations précoces, avant d'atteindre deux demi-finales de rang. A l'instar des quatre précédents, ce 5e tournoi à Antalya se déroule sur les courts en terre battue du Starlight Resort. Il est doté d'un prize-money de 15.000 USD et à drainé la participation de joueuses venues des quatre coins du monde (Australie, Etats-Unis, Inde, Chine, Japon...).

Ligue 1 de football (réserves/ 28^e journée)

Le PAC creuse l'écart

Le Paradou AC, large vainqueur à domicile face à l'USM Bel-Abbès (6-1), en creusé l'écart en tête du championnat de Ligue 1 de football de la catégorie «réserves», au terme de la 28e journée disputée jeudi. Les «Académiciens» comptent désormais quatre points d'avance sur leur poursuivant direct l'ES Sétif, battue à la maison dans le derby des hauts-plateaux face au CABB Arreridj (0-3). Une victoire du PAC lors de la 29e journée, prévue mardi prochain, sur le terrain de l'AS Aïn M'illa, lui permettra de valider son titre.

USM Alger

La direction accuse Mellal de dérapages

La direction de l'USM Alger a publié un communiqué, hier 17 mai, pour dénoncer le présumé comportement du président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, et de certains individus présents au stade du 01-novembre-1954 de Tizi-ouzou pour le choc de la 28e journée de Ligue 1. Les responsables usmistes ont indiqué : « Une honte ! Voilà comment peut-on qualifier le comportement de la direction de la JS Kabylie... L'USMA a en effet vécu l'enfer à Tizi Ouzou, et ce, devant le regard complice du président de la JSK M Cherif Mellal ainsi que le directeur général M. Nassim Benabdarrahmane. ». La direction a enchaîné : « Ces derniers ne sont à aucun moment intervenus lorsque 20 individus, voyous, ont accédé au vestiaire des joueurs de l'USMA pour les menacer et les insulter et les agresser... A la mi-temps, Rabie Meftah et Ismael Mansouri ont été agressés par les mêmes voyous. ». Les responsables de l'USMA ont ajouté : « Les services de la police ont interpellé les agresseurs pour les embarquer, mais aussi honteux que cela puisse paraître, les dirigeants de la JSK et à leur tête Mellal et Benaderrahmane sont intervenus pour défendre ces voyous et imposer leur présence. ».

Rugby

Signature d'une convention entre la FAG et la FASS

La Fédération algérienne de rugby a signé une convention de partenariat avec son homologue de sport scolaire, car convaincue de pouvoir détecter de nouveaux jeunes talents au niveau des écoles. Cette convention a été signée jeudi soir à Alger, en marge de l'Assemblée générale du Comité olympique et sportif algérien (COA). «Nous avons signé des conventions avec plusieurs fédérations sportives et c'est avec joie que le rugby vient s'ajouter à cette

longue liste, car c'est une discipline sportive que nous espérons vulgariser au niveau des écoles» a expliqué le président de la Fédération algérienne de sport scolaire, Abdelhafid Izem, ajoutant que «la pratique du rugby ne nécessite pas beaucoup de moyens pédagogiques» faisant qu'elle «peut-être pratiquée dans les écoles», sans aucun problème. De son côté, le président de la Fédération de rugby, Sofiane Benhassan a indiqué qu'en Nouvelle-

Zélande «le rugby est considéré comme n'importe quelle autre matière d'étude, et il s'intègre dans le cursus scolaire des enfants dès le plus jeune âge». La Fédération de sport scolaire a déjà signé des conventions similaires avec ses homologues de Lutte, de Karaté, de tennis de table, des Echecs et de taekwondo et compte signer prochainement avec d'autres fédérations sportives entre autres celles de football et d'athlétisme.

Arbitrage

Bekouassa dans la liste internationale de la Fifa

L'arbitre Lyes Bekouassa figure dans la liste des arbitres internationaux algériens 2019 de la Fédération internationale de football (Fifa), composée de 7 arbitres et autant d'arbitres assistant, dévoilée par l'instance internationale vendredi. Outre Lyes Bekouassa, la liste des directeurs de jeu algériens est composée de Abid Charef Mehdi, le doyen des arbitres internationaux algériens (2011), Arab Abderrazek (2017), Bekouassa Lotfi (2016), Benbraham Lahlou (2017), et Ghorbal Mustapha (2014). La liste des arbitres assistant comprend, Abdelhak Etchiali (2009), Bounoua Nabil (2015), Brahim El-Hamlaoui Sid Ali (2014), Gourari Mokrane (2014), Omar Bouabdellah (2007), Serradj Mohamed (2014) et Zerhouni Abbes Akram (2017). Quant à la liste des arbitres internationaux dames 2019, elle est constituée de Atman Lamia (2018) et Mostefai Thiba Mehdjoubba (2018) en tant qu'arbitres centraux et El-Ghali Hanane (2018) et Ouahab Asma Feriel (2018) arbitres assistant.

MC Oran

Ferifer rejoint le CS Sfax

L'attaquant international algérien espoirs du MC Oran (Ligue 1 algérienne de football) Boumediene Freifer aurait opté pour le CS Sfaxien pensionnaire de Ligue 1 tunisienne, rapporte vendredi la Radio locale Shems Fm. La même source n'a pas précisé la durée du contrat signé par le joueur de la sélection olympique algérienne. Le joueur âgé de 21 ans, pur produit du MCO, s'est illustré lors du précédent exercice, alors qu'il n'a réussi à marquer aucune but lors l'exercice en cours. Il n'a pas été retenu par le sélectionneur français de la sélection des U-23 Ludovic Batelli, pour la double confrontation face au Ghana, prévue en septembre prochain, comptant pour le 3e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 de la catégorie.

Commerce

Une nouvelle feuille de route pour renforcer le contrôle aux frontières

Le ministère du Commerce travaille sur l'élaboration d'une nouvelle feuille de route pour le renforcement du contrôle aux frontières, a indiqué hier, le ministre du Commerce, Saïd Djellab. Cette feuille de route, qui offre des réponses à la question de «comment adapter, de façon continue, les inspections aux frontières aux mutations observées dans le monde, en matière de technologie et de multiplicité des produits et des dispositifs», touche à tous les aspects de ce contrôle, a précisé le ministre qui présidait une rencontre nationale des chefs d'Inspections aux frontières du ministère. Il s'agit d'abord, selon lui, de revoir l'organisation du contrôle aux frontières de manière à relier les inspections aux autres services de contrôle (Douanes, ministères). Le deuxième aspect, poursuit M. Djellab, porte sur la numérisation du contrôle aux frontières pour permettre la mise en place d'un système d'alerte en temps réel qui permette de détecter rapidement les produits susceptibles de nuire à la santé du consommateur et à l'économie nationale. Une telle numérisation permettra également une interconnexion entre les inspections elles-mêmes. Il y aura, par la même, une standardisation et une codification des procédures avant d'arriver à la numérisation. Le troisième point du nouveau dispositif est relatif au renforcement des moyens humains et techniques des inspections, chacune selon son importance, a-t-il ajouté. «L'inspection d'Alger, par exemple, traite 60% des flux des importations, elle doit par conséquent avoir plus de moyens qu'une inspection moins importante», a-t-il dit. L'autre point inscrit dans ce cadre consiste à la formation et au recyclage des inspecteurs pour les mettre à niveau avec les nouvelles exigences en la matière.

La cinquième réforme inscrite est l'élargissement de la nature de contrôle assuré par les inspecteurs aux frontières. Basé actuellement sur le contrôle documentaire à hauteur de 70%, ce contrôle devrait passer par des laboratoires de contrôle de la qualité et participer même au contrôle économique assuré par les services des Douanes. «Les inspecteurs ne doivent pas se limiter au contrôle de la qualité à travers le contrôle documentaire. Ce contrôle sera plus fiable puisqu'il passera par des laboratoires de contrôle de la qualité certifiés par l'organisme algérien d'accréditation Algerac», a avancé le ministre. En plus du LNE (Laboratoire national d'essai), «nous aurons un réseau de laboratoires publics et privés accrédités», a-t-il ajouté. Pour bien mener cette tâche, le ministère compte recourir à la procédure appelée «la reconnaissance mutuelle» des laboratoires, selon laquelle l'Algérie reconnaît le contrôle assuré par un laboratoire du pays du fournisseur en contrepartie d'une reconnaissance de ses laboratoires chez le même pays. Ce contrôle d'avant-expédition permettra ainsi d'alléger le contrôle aux frontières en Algérie, selon lui. L'Algérie importe annuellement pour 46 milliards de dollars dont 50% proviennent de l'Union européenne. Le pays compte 35 points de contrôle frontalier au sein des ports, aéroports, frontières terrestres et zones sous-douane. Lors de la rencontre, les directeurs régionaux du commerce d'Alger, Annaba, Sétif, Batna, Oran, Saïda, Béchar et Ouargla ont présenté des points de situation sur le contrôle aux frontières au niveau de leurs régions. Interrogé par ailleurs par l'APS pour savoir si le mécanisme juridique pour relancer l'importation des véhicules de moins de trois ans a été défini, M. Djellab a précisé que ce dossier était encore au stade d'ouverture. «Le Premier ministre nous a chargés de cette mission, nous sommes dans l'étape d'ouverture du dossier. Il y a beaucoup d'intervenants sur ce dossier et, une fois que nous l'aurons préparé, nous passerons à l'étape suivante», a-t-il enchaîné.

R. N.



Tlemcen

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés



Trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Tlemcen, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, à Tlemcen (2^e Région militaire), trois éléments de soutien aux groupes terroristes», précise la même source. Par ailleurs et, dans le cadre de la lutte contre la cri-

minalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont arrêté à Djanet (4^e RM) et Tamanrasset (6^e RM), 12 orpailleurs et saisi cinq groupes électrogènes, cinq marteaux-piqueurs, 15 sacs de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que deux véhicules tout-terrain, un camion et quatre motocyclettes». Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté à Sidi Bel Abbès (2^e RM), deux narcotrafiquants en possession de 49,19 kg de kif traité, tandis que deux autres narcotrafiquants en

possession de 540 comprimés de psychotropes ont été arrêté Skikda (5^e RM)». De même, des détachements de l'Armée nationale populaire «ont saisi, lors d'opérations distinctes, à Batna et Tébessa (5^e RM), huit fusils de chasse et une quantité de munitions». En outre, des détachements de l'Armée nationale populaire et des gardes-frontières «ont appréhendé à Tlemcen et In Guezzam, quatre immigrants clandestins de différentes nationalités», rapporte également le communiqué.

R. L.

Elections européennes

Les Français porteurs «d'un handicap mental» pourront voter

Des milliers de Français «porteurs d'un handicap mental» viennent de récupérer le droit de vote, et pourront voter aux élections du Parlement européen, le 26 mai, rapportent hier, des médias. Quelque 300 000 personnes en France sont potentiellement concernées. Les personnes dans ce cas avaient jusqu'à jeudi pour s'inscrire sur les listes électorales. En vertu de la récente loi «justice», les juges des tutelles ne peuvent plus retirer leur droit de vote aux majeurs «protégés». Et ceux qui en avaient été privés le retrouvent automatiquement. Lors de l'examen du projet de loi, des élus de l'opposition avaient fait part d'interrogations sur ces dispositions qui concernent des personnes «qui peuvent avoir des soucis de discernement, des troubles cognitifs». Un «majeur protégé» est une personne

placée sous un «régime de protection» par un juge du fait de son état physique ou mental (maladie, troubles psychiatriques, etc.). Avant la réforme, ils gardaient le droit de vote sauf interdiction expresse du juge des tutelles. Désormais, celui-ci ne peut plus les priver de leur droit de vote. Pour les associations qui défendent les droits des personnes handicapées, cette réforme est considérée comme une «grande victoire». En décembre 2017, un «Parlement européen des personnes handicapées», s'était tenu à Bruxelles. Il avait rassemblé plus de 600 personnes venues de toute l'Europe et avait rappelé que les droits fondamentaux restaient encore «très théoriques» pour des millions de handicapés au sein de l'Union européenne (UE).

R. I.

ACTU...

Accidents de la circulation 11 morts en deux jours

Onze personnes ont péri et 39 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi hier, par les services de la Protection civile. La wilaya de Ouargla déplore le bilan le plus lourd avec le décès de deux personnes, alors que deux autres ont été blessées suite au renversement de leur véhicule, survenu sur la RN 3, dans la commune de Hassi Messaoud. Au cours de la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour prodiguer des soins de première urgence à 10 personnes incommodées par des fuites de monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains, à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Bouira et Constantine.

R. N.

Sidi Bel-Abbès Neuf blessés suite à l'effondrement du plancher d'une habitation

Neuf personnes ont été blessées suite à l'effondrement du plancher d'un premier étage d'une habitation, située au lieu dit ferme Kheiredine, dans la commune de Sidi Bel Abbès, a-t-on appris samedi de la cellule de communication de la protection civile. L'accident s'est produit dans la nuit du vendredi à samedi. Les neuf blessés sont membres de deux familles. Il s'agit de cinq enfants, âgés entre 10 mois et 10 ans, de deux femmes (33 et 38 ans) et de deux hommes (41 et 51 ans). Les victimes évacuées vers le CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, où elles ont été prises en charge. Six d'entre elles ont quitté l'hôpital. Seule une femme et ses deux enfants sont gardés au service de chirurgie traumatologique. Leur état est actuellement stable, a-t-on indiqué. Les services de la protection civile ont mobilisé, dans le cadre de cette intervention, un médecin, quatre officiers, 25 pompiers ainsi que deux camions de secours et trois ambulances.

R. S.

Deux personnes interpellées Saisie de près de 50 kg de kif

Les services de la Gendarmerie nationale de Sidi Bel Abbès ont saisi près de 50 kg de kif traité, a-t-on appris hier, de ce corps de sécurité. Les gendarmes du peloton de sécurité routière de Sidi Ali Boussaïd ont interpellé deux personnes, demeurant à Maghnia (Tlemcen), qui circulaient à bord d'un véhicule, au niveau d'un barrage permanent dressé sur l'autoroute Est-Ouest. La fouille minutieuse de la voiture a permis la découverte d'une quantité de 49 kg et 190 gr de kif traité. Une enquête est en cours pour élucider les tenants et aboutissants de cette affaire, a-t-on signalé.

R. S.

Libye

Deux morts dans une attaque de Daech

Deux gardes ont été tués dans une attaque du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) contre un barrage de sécurité dans le centre de la Libye, ont rapporté des médias. Les deux gardes ont été «égorgés» et quatre autres ont été enlevés par le groupe terroriste dans l'attaque qui s'est produite tôt hier près d'un champ pétrolier dans la localité de Zella, à 800 km au sud-est de la capitale Tripoli, ont précisé les médias, citant une source militaire. La même source a indiqué que «l'attaque terroriste» avait été repoussée, sans autre détail. Des forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA) libyen avaient chassé, en décembre 2016, Daech de Syrte, principal bastion terroriste en Libye situé à 450 km à l'est de Tripoli. Mais même affaiblis, les terroristes constituent toujours une menace persistante pour le pays frappé par plusieurs attentats meurtriers.

R. I.